

ÉDITION INTERNATIONALE

ISRAEL MAGAZINE

LE MAGAZINE DU PROCHE-ORIENT ET DU MONDE JUIF

REPORTAGE THESSALONIQUE
LA JÉRUSALEM DES BALKANS

LIBAN :
LE HEZBOLLAH EN RUINES

LE SOUS MARIN DRAGON
ET LA MENACE TURQUE

LE JUDAÏSME LITUANIEN



NETANYAHOU
LE BILAN D'UNE ÉPOQUE

ELECTIONS ?
LA ROUE DE
LA FORTUNE ?



N°310

OCTOBRE 2026 | 28 ÈME ANNÉE

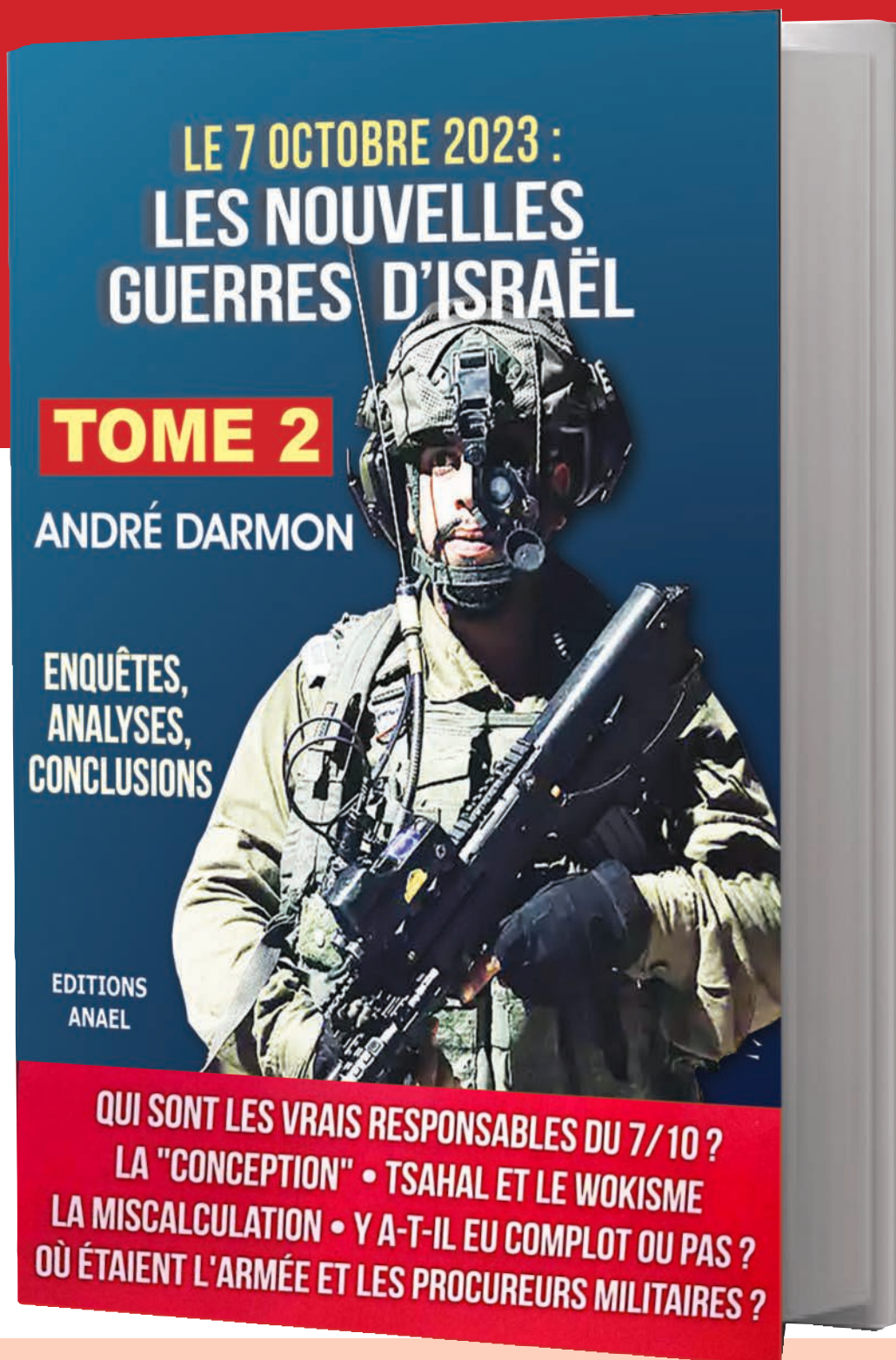
www.israelmagazine.co.il | [f isramagazine](https://www.facebook.com/isramagazine)

PARUTION DU TOME 2

PAR ANDRÉ DARMON

7 OCTOBRE 2023

**LES
NOUVELLES
GUERRES
D'ISRAËL**



Est disponible sur Amazon

- La Librairie du Foyer à Tel-Aviv
14 Kikar Masaryk - Tél: 03-5243835
- Le Change du Kikar Aatsmaout à Netanya
Claude et Eli : 09-832 47 56

- Le Gourmet à Ashdod (City) : 08-924-4397
- Dans les magasins Steimatzky et à l'aéroport
- Est disponible en France au 0757990613 • 0186982727
- Est disponible sur israelmagazine.co.il

POUR LE COMMANDER EN ISRAËL : 139 SH/ FRANCE - EUROPE : 38 EUROS

ANDRÉ DARMON : 054 254 45 20

☐ Je règle par carte bancaire CB N° expire : cryptogramme

☐ Ou par e.mail : andredarmon78@gmail.com ou par Pay-Pal : andredarmon21@gmail.com

☐ Ou par BIT : ISRAEL : 054 254 45 20 - par tél ou par WhatsApp

☐ Virement Bancaire : ISRAEL : André Darmon - BANQUE HAPOALIM - Agence : 658 - N° Compte : 587880

☐ FRANCE : par Virement Bancaire : FRANCE EDITIONS ANAËL : BNP PARIBAS | Code Banque : 30004

Code Agence : 01374 Numéro de Compte : 00010097859 - Clé Rib : 16 | IBAN FR76 3000 4013 7400 0100 9785 916

Nom* : Prénom* :

No Téoudat Zéout* : e.mail* :

Adresse* :

Code postal : Ville Pays :

Tél (impératif)* : Portable :

* Impératif

ROTHSCHILD • NÉVÉ TSEDEK

3,400,000 NIS

Superbe 2 Pièces Rénové & Meublé

Finitions haut de gamme • À 2 pas des plages & du Shuk HaCarmel

SÉJOUR & CUISINE DESIGN



CHAMBRE



SALLE D'EAU MARBRE



2 Pièces

Clé en main meublé

Matériaux nobles

Emplacement premium

VOTRE CONSEILLÈRE DÉDIÉE

Elisabeth Dray

EC NADLAN — Tel Aviv Real Estate

☎ +972 54-472-4462

Appels & WhatsApp direct

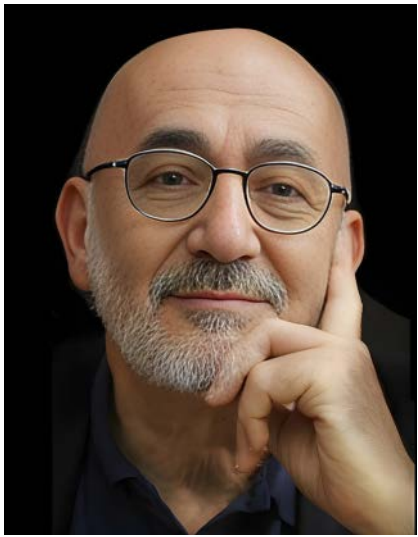
📄 CONTACT & DOSSIER COMPLET : <https://ecnadlan.com/contact/>✉ contact@ecnadlan.com🌐 www.ecnadlan.com

Rothschild • Névé Tsedek • Bord de mer • Shuk HaCarmel

ÉDITORIAL

Par André Darmon

ENTRE CHURCHILL ET CHAMBERLAIN



Kippour : C'est au monde de nous demander pardon

Je vous épargnerai le rappel douloureux de l'histoire du peuple juif depuis plus de deux mille ans. Durant cette longue période, pas une seule année ne s'est écoulée sans pogrom, sans bûcher, sans exil ni chasse à l'homme. Depuis 1948 et la déclaration d'indépendance d'Israël, il ne s'est pas passé non plus un jour sans qu'un Israélien ne soit tué ou assassiné. Je garde notamment en mémoire l'image terrible d'un colonel de Tsahal, proche de l'un de mes fils, tué et décapité au petit matin du 7 octobre. Rien ne nous aura été épargné, et rien ne nous sera épargné. Bien plus que les traîtres au pays qui ont été applaudis à Venise pour un film-torchon affligeant, c'est une courte vidéo vue sur RMC qui suscite ma réflexion et mon inquiétude. On y

voit un avion de chasse, visiblement français, larguer une bombe atomique sur Tel-Aviv. Peu m'importent les excuses hypocrites ou les courbettes diplomatiques : quelqu'un a pensé, conçu et réalisé cette séquence, même si l'intelligence artificielle permet aujourd'hui de le faire en quelques minutes. Cela démontre que dans un monde où certains jugent Israël illégitime, contestent le droit des Juifs à une patrie et considèrent leur autodéfense comme illégale, l'idée de rayer ce pays de la carte commence à être banalisée. Face à cela, je rappellerai les mots de Golda Meir : « Israël ne possède pas la bombe atomique, mais nous n'hésiterons pas à nous en servir si nécessaire. » Dans un monde devenu instable, les dynamiques géopolitiques évoluent vite. On peut rapidement passer d'une alliance entre le Pakistan, la Turquie et l'Arabie saoudite à l'abandon pur et simple de cette dernière face à la menace des Houthis. Dans mon deuxième livre consacré au 7 octobre, je traite longuement de la « Miscalculatsia ». Cette erreur stratégique a consisté à élaguer nos défenses sur les frontières avec Gaza afin soi-disant de ne pas fournir de prétextes à nos ennemis, alors que nous savions déjà qu'ils avaient planifié ce pogrom depuis longtemps. Pourquoi ce parallèle ? Parce que je reste convaincu que l'Europe commet actuellement la même erreur, mais en sens inverse. En multipliant les déclarations guerrières et en se réarmant à grande vitesse, elle prend un risque. Que peut en effet penser le maître du Kremlin face à cette profusion de pays qui se disent prêts à l'affronter, pays qui, par ailleurs, dénoncent unanimement l'illégitimité de l'invasion russe en Ukraine ? Sommes-nous à la veille d'une déflagration mondiale ? Si tel était le cas, de quelle trempe devra être fait notre prochain Premier ministre pour gérer et digérer ce qui s'apparenterait à une Troisième Guerre mondiale ? Cette interrogation me permet bien sûr d'évoquer les élections du 27 octobre. Mon activité professionnelle m'amène à parcourir tout le pays, et je peux vous rapporter ce qui s'y dit tout bas et parfois tout haut. L'opinion publique considère, non seulement que le procès actuel du Premier ministre qui dure depuis 7 ans, est un procès politique, voire bolchevique, mais qu'en plus, le commandement militaire et les services de renseignement ont délibérément court-circuité le Premier ministre et le ministre de la Défense vers 3 heures du matin, alors que 6 000 terroristes armés se préparaient dans les mosquées. C'est d'ailleurs ce que je démontre dans mon dernier ouvrage, face aux accusations soudaines et pathétiques affirmant que Benyamin Netanyahu était au courant des attaques du 7 octobre. Aussi, quels que soient les efforts démentiels déployés jour après jour pour salir le Premier ministre, sa famille, son gouvernement, il s'est révélé être de la trempe dont on fait les Churchill. En tant qu'Israélien, citoyen, père de soldats, et journaliste ayant eu la chance de ne jamais connaître ni dictature ni censure mais plutôt l'expansion formidable du pays, dans ce pays, permettez-moi de faire ce que s'autorisent aujourd'hui beaucoup de professionnels des médias au mépris de la déontologie de base : c'est-à-dire choisir. Pour ma part, mon choix est fait. ■



www.israelmagazine.co.il
Israël Magazine est édité par les Éditions Anaël

Abonnements et courrier des lecteurs :
André Darmon
10 rue Nissan, appart1 - Ashdod 7775611

Tél : **00972 54 254 45 20**
whatsapp : **054-254 45 20**
France et International
01 86 98 27 27 - 0757990613

**Directeur général et
Rédacteur en Chef**
André Darmon : **054-2544520 /
01 86 98 27 27**
e-mail : andredarmon78@gmail.com

Réseaux sociaux : Y.B.

Secrétaire : Anael Darmon-Lévy

Publicité magazine, Internet
et réseaux sociaux
054-2544520

Contact commercial pour la France :
01 86 98 27 27

פירסום
054-254 45 20 : אנדרה

Conseiller politique du rédacteur en Chef :
Richard Darmon

Art et culture & Judée Samarie :
Yaakov Ben Denoun

Sociétés et Communautés juives :
Yéhoua Bethléem

Bonnes Nouvelles d'Israël :
Albert Soued

Société israélienne :
Noémie Grynberg

Ethique juive : Haïm Ouizemann

Carnets de voyage :
André Darmon

Grands dossiers et Economie :
Elisabeth Lamy

Tsahal :
Yéhoua Bethléem

Rencontres israéliennes et Histoire :
André Darmon

Histoire de la Shoah :
Marc-André Chargueraud

Archéologie :
Hélène Lesman

Agenda et tourisme :
Yael Simon

Société :
Mickael Laustriat, Judith Zaffran

Crédits photos :
Dover Tsahal, GPO, Reuters, Anaël Darmon,
Shutterstock, Freepik

Couverture : © GPO

Ont également collaboré à ce numéro :
Yéhoua Bethléem, Yami Rivka Darmon, Esther Amar
Judith Zaffran

Distribution France : NMPP – Dépôt légal à parution
Commission paritaire : N°1121105887
Imprimé à Jérusalem pour Israël
Distribution Israël : Steimatsky, Yedioth, Tsomet Asfarim
Distribution Belgique, Canada, Suisse, NMPP/Prestallis
Distribution Communautaire France :
06 99 15 40 16, Serge

SOMMAIRE



BONNES NOUVELLES



ÉLECTIONS



PAGE 6
BONNES NOUVELLES

PAGE 14
LES ÉLECTIONS

PAGE 26
LE DRAGON ISRAËLIEN

PAGE 30
LE JUDAÏSME LITUANIEN

PAGE 36
ARCHÉOLOGIE BIBLIQUE

PAGE 10
NETANYAHOU : LE BILAN

PAGE 22
THESSALONIQUE

PAGE 28
CRÊTE D'ALI TAHER

PAGE 34
NETFLIX

PAGE 38
SUCCESSION

P.6

P.10

P.14

P.22

THESSALONIQUE, LA JÉRUSALEM DES BALKANS

BONNES NOUVELLES D'ISRAËL

HIGH TECH & START-UP

Le cancer du pancréas demeure l'une des formes de cancer les plus mortelles, notamment parce qu'il n'est souvent diagnostiqué qu'à un stade avancé. Le centre Sourasky et la société biotechnologique Silexion Therapeutics sont les premiers centres médicaux à recruter des patients pour un essai clinique d'un traitement expérimental ciblant les mutations KRAS dans le cancer du pancréas. L'essai évaluera un traitement développé par Silexion qui utilise de petites molécules d'ARN interférent, connues sous le nom de siRNA, pour supprimer l'expression des gènes KRAS mutés à l'intérieur des cellules tumorales. Les mutations du gène KRAS sont retrouvées chez environ 90 % des patients atteints d'un cancer du pancréas et sont considérées comme l'un des principaux mécanismes à l'origine de la croissance tumorale et de la propagation de la maladie. Conformément au protocole de l'essai, le SIL204 sera administré directement dans la tumeur et associé au traitement systémique standard. Les chercheurs examineront si l'inhibition de la mutation du gène KRAS peut freiner la croissance tumorale chez les patients atteints d'un cancer du pancréas localement avancé et inopérable. Le Pr Ravit Geva, de Sourasky : « Le traitement du cancer du pancréas connaît une transformation majeure », a déclaré Geva. « Nous sommes fiers d'être le premier centre au monde à mettre en œuvre cette approche développée en Israël, qui associe l'administration intratumorale directe du traitement expérimental à une thérapie systémique chez les patients atteints d'une maladie localement avancée et non résécable. »

Réouven Braham de Cyber Int avec 92 employés en Israël : « Des dizaines d'entreprises israéliennes de cybersécurité font partie de celles qui protègent les Jeux olympiques de Tokyo. Israël est un pays leader au monde en matière de cybersécurité, avec des centaines d'entreprises dans différents espaces opérant à travers le monde, y compris de nombreux grands noms du domaine ». La plateforme israélienne Cyber Int se concentre sur la fourniture de renseignements sur les risques pour anticiper et se défendre de manière proactive contre les cyberattaques. Réouven Braham : « Notre technologie surveille les canaux et les forums que les pirates utilisent sur le dark web pour les chats qui pourraient indiquer des menaces potentielles ».

La solution repose sur le drone tactique APUS 25, fabriqué par l'Industrie aérospatiale israélienne (IAI), doté d'une capacité de décollage et d'atterrissage vertical (VTOL) lui permettant d'opérer depuis n'importe quel site, sans piste de décollage. Présenté par IAI comme une avancée majeure dans le domaine des drones tactiques, l'APUS 25 se distingue par son endurance et sa capacité d'emport, grâce à un moteur à combustion interne central, entraînant quatre rotors. L'APUS 25 est propulsé par un moteur à combustion interne, sans batteries ni moteurs électriques, ce qui lui permet de rester en vol de façon continue pendant quatre à cinq heures. L'appareil est équipé de caméras jour et nuit ainsi que de capteurs infrarouges détectant des foyers de chaleur même à travers une fumée dense. Les images captées sont analysées en vol au moyen d'algorithmes spectraux et de systèmes d'intelligence artificielle, capables d'identifier les anomalies et de localiser la position d'un feu avec une précision de quelques mètres seulement, depuis une zone de plusieurs centaines de kilomètres carrés, avant de déclencher automatiquement une alerte transmise au centre de commandement des pompiers.

Deux entreprises israéliennes développent un système antidrones combinant IA et interception par filet. Axon Vision et ParaZero annoncent un partenariat pour protéger les infrastructures sensibles grâce à une solution capable de détecter et capturer les drones sans recourir à des explosifs. Leur solution associe le système ForceField d'Axon Vision, qui détecte et analyse les menaces grâce à l'IA, au système DefendAir de ParaZero, capable de capturer physiquement un drone à l'aide d'un filet, sans le détruire. Cette architecture est destinée à sécuriser notamment les aéroports, les sites énergétiques, les infrastructures critiques et d'autres installations sensibles, où l'emploi d'armes.

FIREWIRE, DOME DE FER CONTRE LE FEU

Les collines de Jérusalem ont mis un an à se remettre des incendies de 2025. Un nouveau système d'IA détecte les feux de forêt en quelques minutes grâce à des capteurs sonores. Le Dr Jenia Yourkovsky, fondatrice de FireWire : « Le principal obstacle à la lutte contre les feux de forêt réside dans la détection, les services de secours n'étant pas en mesure de détecter les incendies avant qu'ils ne deviennent un problème majeur. Bien que des technologies utilisant des drones existent déjà, nous utilisons le son pour détecter les signes avant-coureurs d'un incendie. » FireWire installe des milliers de capteurs à proximité de zones sensibles, telles que les parcs nationaux ou les infrastructures critiques, et utilise l'IA pour distinguer les sons normaux de la zone de ceux d'un incendie. Yourkovsky : « Nous avons enregistré des milliers de sons qui permettent à notre système de comprendre non seulement si un incendie est en train de s'éteindre, mais aussi s'il s'agit d'un feu contrôlé, d'un feu qui n'a pas été allumé, ou même d'un feu de forêt provoqué par la chaleur ». FireWire permet de détecter des incendies de quelques mètres carrés en quelques minutes. Le système fonctionne bien avec les systèmes de lutte contre les incendies autonomes, généralement composés de drones ou d'arroseurs, qui ne peuvent transporter beaucoup d'eau mais sont utiles pour combattre des foyers d'incendie localisés. FireWire se concentre désormais sur la fourniture de services aux entreprises, les organismes de gestion forestière, les autorités des parcs nationaux, les exploitants d'infrastructures critiques, les municipalités, les associations de propriétaires, les communautés rurales et les camps d'été bordant une végétation dense. Elle vise à proposer ses services aux propriétaires fonciers privés situés dans des zones à haut risque, car ce sont généralement ceux qui dépendent le plus des petits systèmes de détection d'incendie. (voir ISRAEL MAGAZINE | JANVIER 2025)



SOCIÉTÉ

Des chercheurs de l'Université Ben-Gourion ont mis en lumière un lien significatif entre la vitesse d'exécution d'un pas volontaire et la longévité chez les personnes âgées. La rapidité à poser un pied devant l'autre, particulièrement lorsqu'elle est mesurée dans des conditions de distraction cognitive, peut prédire la survie à long terme. Cette avancée ouvre une nouvelle voie pour évaluer la santé fonctionnelle des seniors au-delà des critères traditionnels comme l'âge chronologique ou le nombre de maladies chroniques... Ils ont observé que chaque augmentation de 100 millisecondes pour initier un pas sous ces conditions augmentait de 28 % le risque de mortalité. Cette mesure dynamique s'est avérée plus prédictive que les tests classiques de l'équilibre statique, soulignant l'importance des capacités cognitives et motrices intégrées dans l'évaluation de la santé des personnes âgées. La vitesse d'exécution du pas est modifiable, et peut être améliorée par des programmes de rééducation ciblés. Ces interventions pourraient améliorer la qualité de vie, et prolonger la durée de vie des seniors, réduisant leur risque de chute et en maintenant leur autonomie.



18ème au classement mondial de la richesse, Israël a 8 800 nouveaux millionnaires en 2025

Israël comptait 195 000 millionnaires fin 2025, hausse de 4,7 % par rapport à 2024. Si la richesse moyenne a augmenté, les inégalités se sont creusées depuis 2020. Avec un patrimoine personnel moyen 312 108 \$/adulte à la fin de l'année 2025 – contre 284 224 \$ en 2024 –, Israël perd une place par rapport à 2024. L'État juif arrive devant la Corée du Sud et derrière l'Irlande. À l'échelle mondiale, le patrimoine personnel a progressé à son rythme le plus rapide depuis 2017, affichant une troisième année consécutive de croissance et portant à près d'un million, soit plus de 2 600/ jour, le nombre de nouveaux millionnaires. La Suisse figure en tête en termes de patrimoine personnel moyen, suivie par les États-Unis et le Luxembourg. 56 pays représentent plus de 92 % de la richesse mondiale.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La MDMA, une drogue psychoactive de synthèse qui agit à la fois comme stimulant et comme psychédélique communément appelée ecstasy, est étudiée comme thérapie révolutionnaire combinée à la psychothérapie pour le SSPT et la consommation excessive d'alcool. La psychothérapie assistée par la MDMA associe la prise contrôlée de cette substance à des séances de la parole avec des professionnels. Elle aide à traiter le stress post-traumatique grave en réduisant la peur et en facilitant l'accès aux souvenirs douloureux. Elle réduit les symptômes du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) chez 80 % des soldats. Sous l'influence de la MDMA, les patients seraient capables d'affronter des souvenirs traumatiques tout en expérimentant une régulation émotionnelle, la confiance et une sécurité psychologique. Suite de traitement dédiée mise en place pour l'essai clinique de psychothérapie assistée par MDMA, où les participants suivent des séances de traitement supervisées de huit heures. L'étude a été menée au centre médical Emek de Clalit Health Services à Afoula. Elle a évalué l'innocuité et l'efficacité du traitement, alors que les besoins en matière de traitements pour le syndrome de stress post-traumatique sont croissants en Israël. Les diagnostics de stress post-traumatique ont augmenté de 70 % depuis le massacre du 7 octobre et la guerre qui a suivi, selon les données du système de santé israélien.

Des chercheurs du Technion, menés par le Dr Haggai Maron, en collaboration avec NVIDIA, proposent une approche pour mieux identifier les limites des modèles d'intelligence artificielle. Ils s'attaquent à un enjeu central des grands modèles de langage : les erreurs, biais et "hallucinations", c'est-à-dire la génération d'informations incorrectes ou inventées. Plutôt que de chercher à comprendre entièrement le fonctionnement interne des modèles, l'équipe du Technion propose une méthode plus pragmatique : analyser leurs calculs internes afin de détecter rapidement des signaux de défaillance, sans avoir à décoder l'ensemble du système. Cette approche permet de mieux surveiller le comportement des modèles, d'anticiper certaines erreurs et de renforcer leur fiabilité dans des usages critiques comme la médecine, l'éducation ou la recherche.

Par ailleurs Une collaboration entre le ministère de la Sécurité nationale, l'Industrie aérospatiale israélienne (IAI), l'Autorité de l'innovation, le Technion et le Commissariat aux pompiers et au sauvetage d'Israël a mis au point une technologie pour détecter et géolocaliser des départs de feu en l'espace de quelques minutes seulement après leur déclenchement.

Le Technion se classe à la huitième place mondiale pour le nombre de diplômés devenus fondateurs d'entreprises d'intelligence artificielle. Il s'impose dans ce domaine comme le principal pôle universitaire israélien et se classe au 25e rang mondial et au quatrième rang européen.

Des chercheurs de l'Institut Weizmann des sciences ont découvert que certaines cellules immunitaires spécialisées appelées « cellules B mémoire » sont capables de reconnaître et de combattre les tumeurs cancéreuses de l'ovaire en produisant des anticorps efficaces contre celles-ci. Le Pr. Ziv Shoulman: « partons du principe qu'il existe des cellules mémoire, des cellules productrices d'anticorps qui reconnaissent la tumeur, et que nous pouvons les activer à l'aide d'un vaccin, alors nous pouvons mettre au point des vaccins anticancéreux qui stimulent ces cellules. C'est une approche totalement nouvelle en matière de vaccins pour les patients atteints de cancer. » Le cancer de l'ovaire, qui affiche un taux de survie à cinq ans, inférieur à 50 %, est le cancer gynécologique le plus létal au monde. Cette découverte, une première mondiale, pourrait ouvrir la voie au développement d'un vaccin et avoir un impact sur des milliers de femmes à travers le monde.

BONNES NOUVELLES D'ISRAËL

AGRICULTURE

D'anciennes variétés de vignes poussent dans le parc national d'Avdat



Des pépins du 7ème siècle ont permis de recréer le vin le plus réputé de l'Empire byzantin sur des terrasses antiques dans le parc national d'Avdat, sur les plateaux du Néguev, au sud d'Israël. L'idée est venue de la découverte de pépins de raisin carbonisés particulièrement bien conservés lors de fouilles archéologiques menées entre 2017 et 2019 à Avdat, entre Beersheva et Mitzpe Ramon. Ces pépins, se sont

révélés génétiquement être l'ancêtre de la variété Syriki, donnant de petits raisins noirs et que l'on consomme encore dans les monastères du Liban et de Grèce. Un autre a été identifié comme étant le Baar, qui produit du vin blanc. Lior Schweimer, de l'Autorité israélienne des natures et des parcs, a obtenu des boutures de Syriki et de Baar à partir de plants sauvages trouvés dans la zone frontalière de Gaza, qui faisait autrefois partie de la même immense région viticole. Après avoir vérifié qu'elles étaient identiques ou presque aux découvertes archéologiques, il les a plantées en septembre 2023 sur les terrasses agricoles restaurées du site d'Avdat, vieilles de 1 500 ans. Il a ajouté un rang de vignes Dabouki, une variété patrimoniale du sud d'Israël. Des techniques anciennes ont été tirées du Talmud, mais il ne pleut plus suffisamment, de nos jours, pour pouvoir compter sur le ruissellement d'eaux de pluie typique de l'agriculture sur terrasses désertiques antiques. Un système d'irrigation au goutte-à-goutte a donc dû être mis en place.

Le Dr. Nir Sadé de l'École des sciences végétales et de la sécurité alimentaire, a identifié un gène issu du blé sauvage ancestral susceptible d'accroître les rendements du blé moderne et d'améliorer sa valeur nutritionnelle, une découverte précieuse pour l'agriculture à l'ère du changement climatique. Le blé sauvage, un des ancêtres du blé moderne, poussait naturellement dans le Croissant fertile et se caractérisait par une diversité génétique bien plus importante que celle des nouvelles variétés. Les chercheurs ont voulu déterminer si les gènes subsistant encore dans le blé sauvage pourraient servir de source pour améliorer le blé de demain, en exploitant justement la riche diversité génétique du blé sauvage, patrimoine génétique presque entièrement perdu lors de la domestication. Ils ont analysé environ 460 lignées de blé sauvage de diverses zones climatiques d'Israël et mis en parallèle leurs caractéristiques génétiques avec le poids, la taille et à la composition nutritionnelle de leurs grains. Cette analyse a permis d'identifier un gène spécifique dont le rôle est de réguler la taille des grains de blé et la manière dont la plante répartit les nutriments dans les graines. Le rôle de ce gène a été confirmé au moyen de techniques d'édition génomique et de la technologie CRISPR. L'étude révèle que la réduction de l'activité de ce gène du blé sauvage entraîne la production de grains plus gros, plus lourds, riches en protéines, en acides aminés essentiels et en minéraux tels que le fer, le zinc et le molybdène. « Le blé sauvage constitue un patrimoine génétique extraordinaire, façonné par des milliers d'années d'évolution. Nous avons pu identifier un gène qui influe à la fois sur la taille du grain et sur sa qualité nutritionnelle, et démontrer comment ce mécanisme peut être exploité pour le blé moderne. Face aux défis que le changement climatique pose à l'agriculture mondiale, la découverte de tels gènes pourrait contribuer au développement de variétés offrant des rendements de meilleure qualité, même dans des conditions difficiles », conclut le Dr. Nir Sade.

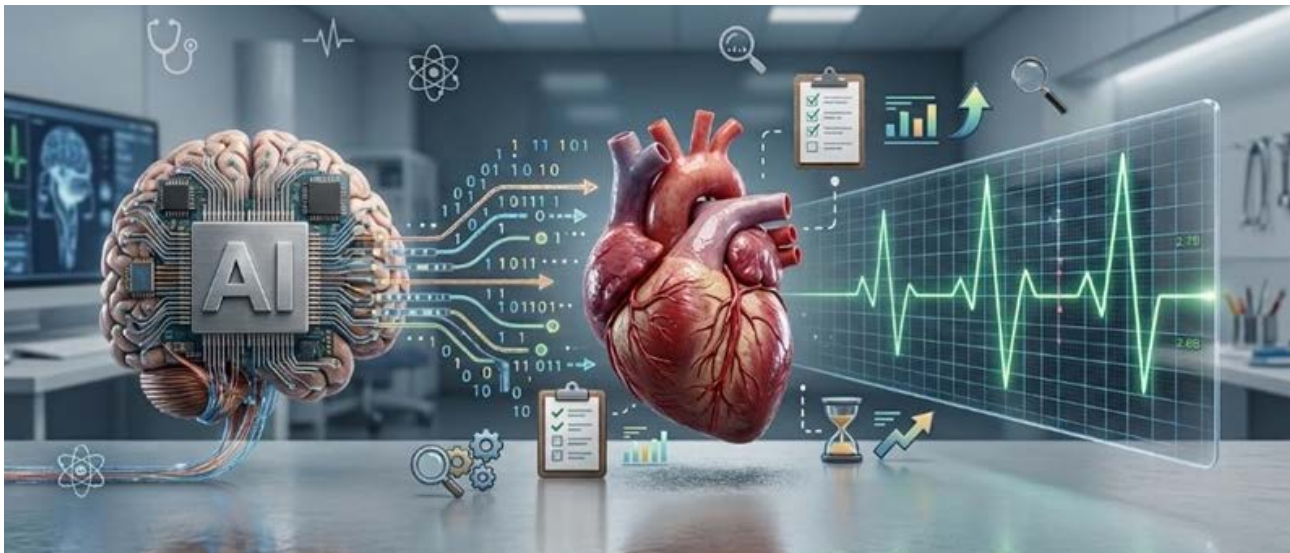
Les chercheurs du laboratoire du Pr Ron Milo de l'Institut Weizmann, ont réalisé une avancée majeure qui les rapproche de la production d'aliments à partir de dioxyde de carbone. Cette découverte s'inscrit dans un effort de longue haleine visant à développer des sources alimentaires microbiennes durables pour les humains et les animaux. Ils ont modifié génétiquement des bactéries E. coli en leur dotant de structures spécialisées leur permettant d'absorber des quantités de CO₂ nettement supérieures et de croître plus rapidement. Ces résultats font suite à une avancée du laboratoire : la création de la première bactérie au monde capable de se développer en consommant du dioxyde de carbone plutôt que des glucides. Klil Halevi: « Notre objectif ambitieux pour nos microbes est qu'ils reproduisent un processus similaire à celui des plantes ... Les plantes utilisent l'eau, le CO₂ et l'énergie solaire pour produire les glucides nécessaires à leur croissance », précise-t-il. « Ils se situent à la base de la chaîne alimentaire, fournissant de l'énergie, via les glucides, aux herbivores, qui sont eux-mêmes la proie des carnivores. » Des entreprises comme Quorn et Remik produisent déjà des protéines laitières à base de microbes. « Il s'agit toujours d'agriculture », a déclaré Halevi. « Bien que les souches bactériennes dont nous disposons actuellement ne soient pas encore parfaitement adaptées, nous espérons que les modifications génétiques que nous apportons permettront à terme une production efficace d'aliments à base de microbes, en utilisant uniquement l'énergie solaire et le CO₂. C'est presque magique. » Halevi a expliqué que l'équipe se concentre sur les microbes car ils peuvent produire des protéines, des glucides, des vitamines et d'autres nutriments. « En théorie, les microbes pourraient à terme compléter, voire remplacer, une partie de nos systèmes alimentaires d'origine végétale et animale. Nous en sommes encore très loin, mais c'est une science dans laquelle il faut investir. Nous progressons rapidement ; il faut savoir qu'il a fallu 10 000 ans à l'agriculture végétale pour atteindre son niveau actuel. »



LE PRINCIPE ACTIF DU VIAGRA POURRAIT BLOQUER LA PROPAGATION DU CANCER

Des modèles murins et les données des 5 millions d'adhérents d'une caisse de santé montrent que le sildénafil, le principe actif du Viagra, ce médicament contre les troubles érectiles et certaines statines pourraient améliorer les résultats thérapeutiques en bloquant le cholestérol utilisé par les cellules pour former des métastases. « Ce qui rend cette étude unique, et ce que nous devons mener un essai clinique dans lequel on administre du Viagra à des femmes atteintes d'un cancer du sein triple négatif », a expliqué la professeure Ayelet Erez.

Après une opération à Hadassah, la vision d'une enseignante de Jérusalem est passée de 10 % à 90 %. La patiente avait subi une grave détérioration de sa vue, la lecture, la conduite et le travail sur ordinateur, de plus en plus difficiles. Le Pr David Smadja d'Hadassah et le Dr Itay Lavy, chirurgien, ont implanté une greffe de cornée pour traiter un kératocône sévère, permettant ainsi à cette enseignante de 38 ans de reprendre le volant et de travailler.



Des chercheurs du Technion ont développé Deep HF, un modèle d'intelligence artificielle capable d'identifier les patients présentant un risque élevé de développer une insuffisance cardiaque jusqu'à cinq ans avant l'apparition des symptômes cliniques. Ce modèle analyse des enregistrements d'électrocardiogrammes réalisés lors d'examens Holter afin de détecter des anomalies invisibles à l'œil humain. En s'appuyant sur près de 70 000 examens Holter, Deep HF ouvre de nouvelles perspectives pour une médecine plus préventive, permettant d'identifier plus tôt les patients à risque et d'envisager des interventions avant l'apparition de complications graves. Cette avancée pourrait contribuer à améliorer la prise en charge des patientes et à permettre des décisions médicales mieux adaptées, plus tôt dans le parcours de soin.



Le Dr Youryoi Peysakhovich, de l'hôpital Beilinson, a utilisé un implant 3D sur mesure pour remplacer le sternum et les côtes d'une patiente atteinte d'un cancer rare, et reconstruire sa poitrine. « Les cas rares nécessitent des solutions créatives », a déclaré Peysakhovich, ajoutant qu'avant, cette solution n'aurait pas été possible. La patiente, une jeune femme, Hadas, a subi une intervention chirurgicale après la découverte d'une tumeur érodant sa cloison nasale. Bien qu'il s'agisse d'une tumeur cartilagineuse bénigne, des examens ont révélé qu'il s'agissait d'une tumeur mésoenchymateuse, très rare. « Si la reconstruction n'est pas précise, la mécanique respiratoire et la protection du cœur et des poumons peuvent être compromises. Chaque respiration, chaque toux ou chaque mouvement physique exerce une pression importante sur cette zone, ce qui en fait l'une des reconstructions les plus complexes en chirurgie thoracique », a déclaré Peysakhovich. L'implant était fabriqué en polyéther cétone, un polymère renforcé de fibres de carbone, combinant résistance et flexibilité d'une manière qui ressemble à l'os naturel.

DÉFENSE

Israël est aujourd'hui le septième exportateur d'armes au monde. Israël fournit davantage d'armes à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne que la France, représentant 55 % des importations allemandes et 8,2 % des importations britanniques. Sa puissance militaire est telle qu'il vend plus d'armes aux États européens membres de l'OTAN que la France elle-même – pourtant membre de l'Europe et de l'OTAN. Israël est le troisième fournisseur des armées européennes de l'OTA



SANTÉ

Gonen Klein, originaire de Degania, 66 ans, atteint d'un cancer de la prostate métastatique avancé, a subi une thérapie ciblée innovante au Centre médical Ziv de Safed. Le suivi n'a révélé aucune trace de la maladie, traitée par Lutétium-177 PSMA, une radiothérapie utilisée chez les patients atteints d'un cancer de la prostate métastatique dont la maladie a progressé malgré une hormonothérapie ou une chimiothérapie. Le Dr Israel Sandler, du Centre médical Ziv, a déclaré que ce traitement contribue à ralentir la progression du cancer de la prostate et à améliorer la qualité de vie des patients. Il a qualifié le résultat obtenu par M. Klein d'exceptionnel : « Le grand avantage de ce traitement réside dans sa capacité à cibler précisément les cellules tumorales de manière ».

GPO



NETANYAHOU : LE BILAN D'UNE ÉPOQUE

Benjamin Netanyahu a depuis longtemps cessé d'être un simple homme politique israélien. Après près de dix-neuf ans à la tête du gouvernement, il est devenu un phénomène politique et social autour duquel gravite une grande partie du débat public israélien. Pour ses admirateurs, « Bibi » est l'homme d'État qui a contribué à faire d'Israël une puissance économique, diplomatique et militaire ; le dirigeant qui a résisté aux pressions internationales, a perçu très tôt la menace iranienne et a transformé la position régionale d'Israël. Au lendemain du traumatisme du 7 octobre, il est aussi, à leurs yeux, celui qui a mené ce que ses partisans appellent la « Guerre de renaissance » avec une détermination et une audace exceptionnelles, restaurant la capacité d'Israël à frapper ses ennemis et à redessiner l'équilibre des pouvoirs dans la région.

Pour ses opposants, le 7 octobre raconte une histoire diamétralement opposée. Loin de confirmer son statut d'homme d'État, cette date représente l'échec historique dont Netanyahu, Premier ministre israélien de longue date, porte l'entière responsabilité politique. À leurs yeux, il incarne également la corruption du pouvoir, l'affaiblissement des institutions, l'aggravation des divisions sociales et, pour certains, une menace pour la démocratie israélienne elle-même. Entre ces deux portraits diamétralement opposés, il est difficile de porter un jugement impartial sur Netanyahu. Il s'agit donc de revenir aux faits, à son parcours et à ses choix : mettre en balance ses réussites et ses échecs, distinguer les critiques légitimes de ce qui s'est parfois mué en discours politique, et comprendre pourquoi aucun autre dirigeant israélien n'a suscité une telle identification et une telle hostilité.

LA FORCE COMME VISION DU MONDE

Héritier de la tradition nationale-libérale du Likoud et de la doctrine du « Mur de fer » de Jabotinsky, il estime qu'Israël ne peut fonder sa sécurité ni sur la bienveillance de ses ennemis ni sur les garanties de la communauté internationale. Le pays doit être suffisamment fort – militairement, économiquement et diplomatiquement – pour que sa destruction soit impossible et la coopération avec lui avantageuse.

Cette conception explique son approche vis-à-vis des États-Unis. Tout en considérant l'alliance américaine comme un pilier essentiel de la sécurité d'Israël, Netanyahu a toujours insisté sur la liberté d'Israël de défendre ses intérêts vitaux, même au prix d'une confrontation avec la Maison Blanche. Son opposition publique à Obama sur la question nucléaire iranienne – culminant avec son discours de 2015 devant le Congrès – en a été l'expression marquante. Ses partisans y voient la marque d'un dirigeant prêt à tenir

tête même au plus puissant allié d'Israël lorsqu'il estime que la sécurité du pays est en jeu ; ses détracteurs, quant à eux, estiment qu'il a parfois inutilement politisé et tendu une relation stratégique essentielle.

Au début des années 2000, ministre des Finances, Netanyahu a mis en œuvre des réformes libérales d'envergure : réduction des dépenses publiques et de certaines prestations sociales, privatisation, incitations au retour à l'emploi et mesures visant à encourager l'investissement et la concurrence. Ces politiques, difficiles, ont néanmoins contribué au redressement d'une économie en crise et à l'émergence d'une économie israélienne plus dynamique et compétitive.

Cette même conception sous-tend sa politique étrangère. Les accords d'Abraham de 2020 ont remis en question l'idée reçue selon laquelle la normalisation des relations avec le monde arabe devait nécessairement attendre le règlement du conflit palestinien. Ils ont démontré que les États arabes pouvaient également rechercher des relations avec Israël en raison de sa puissance militaire, économique et technologique.

Pendant des années, l'insistance de Netanyahu sur la menace iranienne a été perçue comme une obsession. Il est difficile aujourd'hui de prétendre que la menace elle-même était imaginaire. Le programme nucléaire iranien et le « cercle de feu » que Téhéran a érigé autour d'Israël ont confirmé la réalité du danger que Netanyahu dénonçait depuis des décennies.

ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME

Aux côtés de l'idéologue se trouve un Netanyahu pragmatique et prudent. L'accord d'Hébron, le mémorandum de Wye River, le discours de Bar-Ilan, sa décision de renoncer à l'annexion et les cessez-le-feu successifs à Gaza démontrent qu'en pratique, il s'est souvent positionné le plus modéré de son propre camp. C'est là l'un des paradoxes de cet homme : Netanyahu est profondément ancré dans une vision idéologique du monde, et pourtant, dans l'exercice du pouvoir, il a souvent privilégié le pragmatisme et la prudence.

Le 7 octobre mérite l'attention car il résume une partie du débat électoral autour de Netanyahu. Pour ses détracteurs, cette catastrophe est l'échec qui le disqualifie politiquement. Eisenkot, à l'instar d'anciens hauts responsables sécuritaires, a soutenu que les erreurs commises lors du 7 octobre le rendent inapte à occuper à nouveau des fonctions de direction nationale. Pour ses partisans, en revanche, la guerre qui a suivi a démontré l'extraordinaire capacité de Netanyahu à diriger Israël à travers l'une des périodes les plus critiques de son histoire.

– alors que, selon eux, peu d'autres dirigeants auraient été capables de maintenir le cap, de résister à une pression aussi intense. Pendant des années, Israël a agi en partant du principe que le Hamas pouvait être contenu et dissuadé. Le raisonnement était qu'une organisation responsable du sort de deux millions de personnes privilégierait, en fin de compte, la survie de son régime et les avantages de la paix à une guerre totale. La dissuasion militaire était donc associée à des mesures économiques, à des permis de travail et à des fonds qataris. Cette doctrine n'était pas l'apanage de Netanyahu. Largement partagée au sein des services de sécurité, elle a perduré après son départ du pouvoir en 2021. Cela n'atténue toutefois pas sa part de responsabilité : Netanyahu était Premier ministre pendant la majeure partie de la période où le Hamas a considérablement renforcé ses capacités. Le 7 octobre 2023, cette conception s'est heurtée à la réalité lors de l'une des plus graves catastrophes sécuritaires de l'histoire d'Israël. La responsabilité directe des échecs opérationnels et de renseignement de ce jour-là ne peut être imputée à Netanyahu. En revanche, la responsabilité politique de la doctrine stratégique qui a précédé le désastre lui incombe, au même titre que l'appareil sécuritaire, qui a joué un rôle central dans son élaboration et sa mise en œuvre. L'homme qui avait bâti sa vision du monde sur une profonde méfiance envers les ennemis d'Israël est tombé dans le piège même contre lequel il avait si souvent mis en garde. Il croyait que le Hamas pouvait être contenu par la dissuasion, des incitations économiques et des calculs de coûts et d'avantages. Le 7 octobre a révélé le prix terrible de cette hypothèse. Mais la responsabilité de Netanyahu dans les événements qui ont précédé le 7 octobre ne représente qu'une partie du bilan. Il faut également examiner sa gestion de la guerre qui a suivi. Face à un conflit qui s'étendait de Gaza à l'axe régional soutenu par l'Iran, Netanyahu a fait preuve d'une audace qui contrastait fortement avec la prudence qui avait caractérisé sa politique pendant des années. Il a autorisé des opérations militaires à haut risque malgré le risque d'escalade régionale et a résisté aux fortes pressions internationales. Progressivement, une transition s'est opérée : d'une politique visant principalement à contenir les menaces et à instaurer des périodes de calme, il est passé à une stratégie conçue pour frapper les centres de pouvoir de l'axe iranien et modifier l'équilibre régional. À Gaza, les résultats militaires de cette stratégie ont été considérables. Le Hamas, tel qu'il subsiste aujourd'hui, ne dispose plus des capacités militaires qui lui ont permis de



lancer l'offensive du 7 octobre. Une grande partie de sa structure de commandement a été éliminée, ses infrastructures et son réseau de tunnels ont subi des destructions massives, et sa capacité à soumettre les localités israéliennes voisines à des tirs de roquettes soutenus a été considérablement réduite. Israël conserve également le contrôle militaire d'environ 60 % de la bande de Gaza et poursuit ses opérations contre les commandants, les cellules et les infrastructures du Hamas, tandis que l'organisation tente de se reconstituer. Le coût humain et matériel de la guerre pour Gaza, immense, continuera d'alimenter le débat sur la conduite de cette campagne. Mais sur le plan strictement militaire, le Hamas est profondément affaibli. Sous l'égide des États-Unis, le cadre international actuellement envisagé pour Gaza après la guerre fait du désarmement du Hamas et des autres groupes armés une condition essentielle à l'avenir du territoire, appuyé par un mécanisme de vérification et une Force internationale de stabilisation. Sa mise en œuvre demeure incertaine et dépend de négociations complexes, mais le débat a évolué : l'objectif n'est plus simplement de rétablir le calme tout en laissant un Hamas armé en place et contrôlant Gaza. Le front libanais constitue un autre élément essentiel de ce bilan. Dès septembre 2024, Israël a porté au Hezbollah une série de coups exceptionnels. Les explosions coordonnées de milliers de pagers et de centaines de radios avec un Hassan Nasrallah, qui avait dirigé le Hezbollah pendant plus de trente ans, éliminé lors d'une frappe israélienne à Beyrouth, avec une partie de son haut commandement militaire. Là encore, l'objectif n'était plus seulement de rétablir temporairement la dissuasion, mais de modifier durablement le rapport de forces. Sur la question des otages également, Netanyahu a refusé de considérer le retour

des otages et la défaite du Hamas comme des objectifs nécessairement contradictoires. Il a maintenu la pression militaire tout en acceptant des accords et des concessions tactiques permettant le retour des otages, sans pour autant renoncer à l'objectif stratégique d'empêcher le Hamas de tirer un avantage politique de leur captivité – au prix, selon ses opposants et certaines familles d'otages, d'occasions manquées de parvenir plus tôt à un accord plus large. Si, globalement, le 7 octobre restera l'échec décisif de la doctrine d'endiguement longtemps poursuivie sous Netanyahu, la guerre qui a suivi pourrait représenter le tournant le plus profond de sa carrière : d'une stratégie visant à contenir les ennemis d'Israël à une stratégie cherchant à les priver, à long terme, de la capacité de le menacer.

QUAND NETANYAHOU EST DEvenu LA LIGNE DE FRACTURE

Un bilan des réussites et des échecs de l'homme d'État ne suffit cependant plus à expliquer la place de Netanyahu dans la société israélienne. À un moment donné, il a cessé d'être simplement un Premier ministre dont les politiques étaient contestées : il est devenu lui-même la ligne de fracture de la vie politique israélienne. Cette division n'est pas apparue ex-nihilo. Dès les années 1990, au sein d'une partie de la gauche israélienne, l'accusation (incorrecte. NDLR) selon laquelle Netanyahu aurait contribué au climat d'incitation à la violence qui a précédé l'assassinat d'Yitzhak Rabin s'est ancrée dans les esprits – une accusation qui a marqué la perception qu'il a eue de ce camp depuis lors. Sa victoire électorale de 1996 a exacerbé cette hostilité. Aux yeux de partisans de la paix, après l'assassinat du dirigeant incarnant leurs espoirs d'un accord historique avec les Palestiniens, le pouvoir est passé aux mains de celui considéré comme l'antithèse

politique et idéologique d'Oslo. Ce sentiment avait une dimension presque biblique, comme si l'on se demandait : « As-tu tué et hérité par la même occasion ? » Au fil des ans, d'autres griefs se sont accumulés : la durée du mandat de Netanyahu, son style politique conflictuel et personnalisé, une image d'impertinence auprès de ses opposants, les controverses entourant sa famille et le sentiment que le système politique israélien se centrait de plus en plus sur un seul homme. Les enquêtes criminelles et les affaires 1000, 2000 et 4000 ont donné une nouvelle dimension à cette opposition. Dès que Netanyahu a été inculpé pour corruption, fraude et abus de confiance, nombre de ses opposants ont cessé de le

et qui reste non résolu six ans plus tard, conjugué aux réserves des juges quant à l'accusation la plus grave, n'a fait que conforter ses partisans dans cette conviction. La crise liée à la réforme judiciaire de 2023 a exacerbé ces sentiments.

DE « N'IMPORTE QUI SAUF BIBI » AU « BIBISME »

Le projet initial avait été présenté par le ministre de la Justice, Yariv Levin, mais Netanyahu, en tant que Premier ministre, portait naturellement la responsabilité de la politique de son gouvernement. Pour ses opposants, le conflit d'intérêt était flagrant : un Premier ministre lui-même mis en

notamment au sein de la droite traditionnelle, séfarade et mizrahi, religieuse et périphérique – il est devenu plus qu'un dirigeant à succès : il est devenu le symbole d'une confrontation avec les élites médiatiques, judiciaires, universitaires et culturelles. Lorsque ces électeurs entendent que l'homme qu'ils soutiennent est corrompu, dangereux ou antidémocratique, ces critiques peuvent être perçues comme une attaque contre Netanyahu et comme un jugement porté sur ses électeurs et sur leur choix. Le « bibisme » acquiert ainsi une dimension supplémentaire : l'admiration pour le dirigeant et ses réalisations se trouve mêlée à une identification à sa personne contre ceux perçus comme cherchant à nier sa légitimité – et, implicitement, celle de ses électeurs. Le Pr Avi Bareli a décrit cette oscillation entre « Seulement Bibi » et « N'importe qui sauf Bibi » comme un « syndrome bipolaire collectif », voire une « psychose », oscillant entre l'image de Netanyahu en « super-vilain » et celle du « roi d'Israël ». Le langage est dur, mais il traduit une réalité : Netanyahu a cessé d'être un simple dirigeant dont les politiques sont débattues et est devenu le prisme à travers lequel une part importante de la société israélienne interprète la réalité politique.

LE BILAN D'UNE ÉPOQUE

Après près de dix-neuf ans au pouvoir, une partie de l'héritage de Netanyahu se dessine : un Israël plus fort économiquement, technologiquement, diplomatiquement et militairement, plus autonome dans ses décisions et plus central dans son environnement régional. Mais cet héritage porte aussi l'ombre du 7 octobre, désormais indissociable de son long mandat et, pour ses opposants, principal argument justifiant son départ de la tête du pays. La question palestinienne illustre tout autant la difficulté de parvenir à un jugement consensuel sur Netanyahu. Ses opposants perçoivent l'absence de résolution comme un échec stratégique ; ses partisans, eux, y voient le fil conducteur de ses années au pouvoir : empêcher les pressions internationales ou le paradigme d'Oslo d'amener Israël à accepter un État palestinien à des conditions incompatibles avec sa sécurité.

C'est peut-être là le trait le plus frappant de l'ère Netanyahu : il n'est plus jugé uniquement sur ses actes, mais sur l'opinion que chacun se fait de lui. Israël est aujourd'hui plus fort, plus autonome et plus central dans sa région. Cependant, les profondes divisions sociales du pays se sont également cristallisées autour de Netanyahu lui-même et continueront probablement de façonner la vie publique israélienne bien après son retrait de la scène politique. ■



considérer comme un simple rival politique et l'ont perçu comme un dirigeant corrompu qui luttait avant tout pour sa survie personnelle et juridique. L'accusation la plus grave – la corruption dans l'affaire n°4000 – a été jugée particulièrement difficile à prouver par les juges du tribunal de district de Jérusalem. Les juges ont recommandé l'abandon des poursuites en juin 2023, puis en juin 2026 ; à chaque fois, le parquet a refusé.

Aussi pour ses partisans, ces affaires apparaissent de moins en moins comme une preuve de sa corruption et de plus en plus comme le fruit d'une manœuvre politique visant à obtenir, par le biais des médias et du système judiciaire, ce que ses adversaires n'ont pas réussi à obtenir dans les urnes. Netanyahu lui-même dénonce depuis des années ce qu'il qualifie de « chasse aux sorcières ». Un procès qui a débuté en 2020

examen dirigeait un gouvernement cherchant à restreindre le pouvoir des institutions judiciaires. D'où la suspicion que cette réforme relevait non seulement d'une vision constitutionnelle de principe, mais aussi d'intérêts personnels.

L'accumulation des griefs a transformé la structure même de la politique israélienne. Les élections de 2019 à 2022 avaient démontré que le clivage traditionnel droite-gauche n'était plus la seule ligne de fracture. Les dirigeants de droite, partageant nombre des idées de Netanyahu, ont finalement préféré gouverner avec le centre, la gauche, voire Ra'am, plutôt que de servir sous ses ordres. Parallèlement à ce clivage traditionnel, un nouvel axe politique a émergé : « Seulement Bibi » contre « Tout sauf Bibi ». La radicalisation de l'anti-Bibisme a, en retour, renforcé l'identification à Netanyahu. Pour une partie de son électorat –



הכנסת
THE KNESSET
מְוִלַּדְתָּנוּ מְוִלַּדְתָּנוּ
STATE OF ISRAEL

LES ÉLECTIONS

UN CASSE-TÊTE STRATÉGIQUE



À la veille des fêtes, le scrutin dominé par le traumatisme national du 7 octobre, s'annonce comme celui de toutes les ruptures, marqué par un morcèlement inédit à droite et une refonte stratégique des équilibres internes au bloc nationaliste. La dissidence du général Ofer Winter illustre parfaitement cette tension. En maintenant sa liste indépendante et en refusant de s'unir avec le Parti Sioniste Religieux de Smotrich, Winter pose un acte de défiance majeur par le rejet catégorique de toute alliance avec les responsables politiques de la débâcle sécuritaire. Pour Netanyahu, ce pari est un cauchemar logistique. Les sondages oscillent, plaçant Winter tantôt au seuil d'éligibilité avec 4 sièges, tantôt dans la zone rouge du gaspillage de voix. Cette dispersion fragilise directement la capacité du Likoud à cimenter une majorité de 61 sièges, d'autant que le Premier ministre doit simultanément gérer l'onde de choc des révélations médiatiques et (mensongères selon nos enquêtes) sur sa gestion de l'avant-7 octobre. Si l'électorat de droite y voit une manœuvre de déstabilisation, cette dernière nourrit les partis comme Yashar ou BeYahad. Face à cette érosion, Netanyahu a opéré une reprise en main agressive du Likoud, utilisant ses quotas de places réservées pour parachuter des profils symboliques et idéologiquement verrouillés. Les CV des nouveaux députés imposés par le Premier ministre dessinent une stratégie claire : substituer les barons locaux du parti par des figures médiatiques et émotionnelles de l'après-7 octobre. En plaçant Talik Gvili à la 9e place, Netanyahu fait entrer une figure de la douleur et de la résilience ; mère d'un policier héroïquement tombé au combat ce jour-là, elle incarne la légitimité morale face aux critiques. À la 11e place, l'arrivée de Yaakov Bardugo, polémiste vedette et éditorialiste central de la chaîne 14, apporte au Premier ministre un redoutable gladiateur médiatique, rompu à la défense agressive des thèses du pouvoir sur les plateaux de télévision. Enfin, la 15e place attribuée à Elisha Medan, un réserviste grièvement blessé et amputé des deux jambes à Gaza, achève de militariser moralement la liste du Likoud. Ces profils, bien que respectés pour leurs parcours, provoquent amertume chez les cadres de terrain, qui y voient une prime à la loyauté médiatique immédiate plutôt qu'à l'ancrage militant classique.

Rétrogradée à la 20e place du Likoud par le jeu des blindages, la députée volcanique a crié à la trahison avant de trouver refuge en 2e position sur la liste

Ben Gvir, avec la bénédiction tactique de Netanyahu qui évite ainsi une dissidence parlementaire ouverte avant le vote.

LE TRANSFERT ÉLECTRIQUE DE TALLY GOTLIB VERS OTZMA YEHOUDIT

Ce mouvement a fait une victime collatérale de poids, le général de brigade Zvika Fogel. L'éviction de Fogel d'Outzma Yehoudit révèle une fracture idéologique profonde au sein de la droite radicale. Relégué au-delà des places éligibles, Fogel a publiquement dénoncé la dérive de son ancien chef. Dans ses déclarations, l'ancien haut gradé a révélé que Ben Gvir lui avait explicitement signifié que sa "démarche étatique" — c'est-à-dire sa tentative de gérer la commission de la Sécurité nationale avec le sérieux des institutions et une culture de la légalité — ne correspondait plus à la ligne militante, provocatrice et exigée pour la nouvelle campagne. Le clash Fogel-Ben Gvir met à nu le dilemme de la droite radicale, qui choisit d'exclure ses éléments institutionnels au profit d'une rhétorique d'opposition systématique, même en étant au pouvoir. Ce séisme à droite coïncide avec un renouvellement générationnel historique et discret chez les partis orthodoxes religieux, dont les conséquences vont redéfinir les futures coalitions. La précédente décennie a laissé place à de nouveaux patrons rabbiniques et politiques à la tête du Shas et du Judaïsme Unifié de la Torah (UTJ). Ces nouveaux dirigeants, confrontés à la conscription des étudiants de Yeshivot, adoptent une posture plus pragmatique et moins dogmatique que leurs prédécesseurs. Pour ces nouveaux orthodoxes, la priorité absolue est la survie financière et institutionnelle de leur communauté, quitte à négocier des compromis historiques sur le service civil ou militaire. Cette mutation interne offre une flexibilité nouvelle sur l'échiquier politique, car ces leaders ne partagent plus l'alignement idéologique inconditionnel et "organique" avec la droite dure que leurs aînés avaient cultivée.

En validant le transfert de Tally Gottlieb pour saturer l'espace électoral d'Outzma Yehoudit et en blindant le Likoud de profils marqués, Netanyahu chercherait à neutraliser Ben Gvir en le confinant dans un rôle de trublion extrémiste minoritaire. Son objectif stratégique n'est plus de gouverner avec l'aile ultraradicale, devenue un fardeau diplomatique international et un repoussoir pour l'électorat modéré, mais de s'ouvrir une voie royale vers le centre et des éléments de la gauche modérée.

Les sacrifiés du Likoud : les barons évincés pour le centre

Si la manœuvre de Netanyahu réussit au lendemain des élections, l'intégration des centristes (Eisenkot ou Gantz) au sein d'une coalition élargie se fera au prix d'une purge politique interne majeure au Likoud. Les projections de Filber désignent précisément les cadres et les ministres installés qui devront céder leur fauteuil. Yariv Levin (Justice) : Figure de proue de la ligne dure et architecte des réformes judiciaires contestées, le ministre de la Justice est la cible prioritaire du centre. Son remplacement par un profil modéré ou un technicien indépendant est la condition absolue posée par Gantz et Eisenkot pour entrer au gouvernement. Saar et Katz. Ces deux figures d'appareil, blindées par Netanyahu aux premières places lors de la confection de la liste en août, occupent les ministères régaliens les plus attractifs. Pour installer Gadi Eisenkot à la Défense (ce à quoi

nous nous opposons NDRL), Netanyahu devra rétrograder l'un de ces barons vers des ministères économiques ou d'infrastructure de second rang. Bien que Cohen ait validé sa popularité lors des récentes primaires, ces ministères à forte visibilité publique et budgétaire serviront de variables d'ajustement. Ils seront sacrifiés pour satisfaire la classe politique du centre ou pour offrir des garanties de gestion économique aux nouveaux patrons orthodoxes du Shas et de l'UTJ. Les députés historiques du Likoud, déjà repoussés dans la zone grise de la liste à cause des parachutages de fidèles (comme Yaakov Bardugo à la 11e place ou David Peter à la 16e place), perdront toute chance d'obtenir un poste exécutif. Ils seront cantonnés à des rôles de simples députés de commission, payant le prix de l'ouverture centriste voulue par le Premier ministre.

En s'appuyant sur la nouvelle flexibilité des patrons orthodoxes, prêts à s'asseoir dans n'importe quel gouvernement qui garantira leurs budgets, et en se délestant du radicalisme de Ben Gvir, Netanyahu tisse la toile d'une future coalition d'union nationale. Une telle alliance, pivotant autour du Likoud, des orthodoxes et des formations centristes, lui permettrait de retrouver une respectabilité internationale, de gérer l'après-guerre avec une légitimité élargie et de s'extirper du piège idéologique dans lequel sa précédente coalition l'avait enfermé. L'analyse froide de la cartographie électorale à la veille des fêtes, passée au crible des modélisations de Shlomo Filber et de l'institut Direct Polls, dessine une réalité politique bien éloignée des narratifs de statu quo ou d'effondrement national. Loin d'être acculé, le bloc national se présente au scrutin du 27 octobre dans une dynamique de reconquête agressive, portée par une consolidation interne inédite. Les chiffres issus des enquêtes menées les 7 et 9 septembre pour Channel 14 et i24NEWS révèlent une avance spectaculaire pour le camp de Benjamin Netanyahu, créditée d'une majorité solide de 63 sièges selon Filber. Ce sursaut s'explique par la neutralisation progressive des dissidences : le général Winter et Amcha Israel s'effondrent sous le seuil éligible à 2,7 %, tandis que la fusion entre le Sionisme Religieux de Smotrich et Moshe Feiglin stabilise l'aile droite à 7 ou 8

sièges. Face à ce bloc soudé, les formations du centre et de la gauche modérée, malgré la percée de Gadi Eisenkot à 22 sièges, paient le prix de leur éparpillement, l'alliance "Together" de Naftali Bennett et Yair Lapid plafonnant quant à elle entre 6 et 8 mandats. Cette solidité des chiffres cache en réalité une mutation structurelle profonde de la droite, orchestrée par le Premier ministre à travers le renouvellement drastique des profils du Likoud. Les désignations imposées par Netanyahu par le biais des places réservées (« blindages ») marquent une rupture totale avec la sociologie classique du parti. L'examen des CV de ces nouveaux députés met en lumière une volonté claire de remplacer les cadres locaux et les négociateurs d'appareil par des symboles vivants et des guerriers d'opinion forgés par l'après-7 octobre. À la 9e place, l'intégration de Talik Gvili, mère du policier héroïque Ran Gvili tombé au combat, offre une caution morale et mémorielle indiscutable au parti. En positionnant Yaakov Bardugo à la 11e place, Netanyahu propulse son idéologue médiatique le plus féroce ; ce pilier des plateaux de la chaîne 14 apporte une force de frappe rhétorique immédiate pour saturer l'espace audiovisuel. Enfin, l'introduction à la 15e place d'Elisha Medan, réserviste lourdement blessé à Gaza, achève de sacraliser la liste sous le signe du sacrifice militaire. Ces profils, totalement extérieurs aux réseaux traditionnels du

Likoud, ont pour point commun une loyauté doctrinale absolue envers le Premier ministre, privant l'opposition de tout angle d'attaque sur la légitimité patriotique de la liste. Cette radicalisation des visages au Likoud a provoqué, par ricochet, une clarification idéologique majeure au sein de la droite ultra-nationaliste, illustrée par l'éviction brutale de Zvika Fogel de la liste d'Otzma Yehoudit. Relégué à une place non éligible avant d'officialiser son retrait, l'ancien général a livré des déclarations qui mettent à nu le basculement doctrinal opéré par Itamar Ben Gvir. Fogel a publiquement révélé que son chef de parti lui reprochait sa « démarche trop étatique », un reproche qui en dit long sur la stratégie d'Otzma Yehoudit. Pour Ben Gvir, la gestion rigoureuse, institutionnelle et legaliste que Fogel tentait d'insuffler à la présidence de la commission de la Sécurité nationale était devenue un frein électoral. En se séparant de son profil le plus "institutionnel" au profit de figures de rupture comme Tally Gotlib — parachutée en 2e position sur sa liste après sa rupture avec le Likoud -, Ben Gvir fait le choix conscient d'abandonner toute respectabilité de gouvernement. Gotlib apporte avec elle une rhétorique incendiaire et sans filtre qui permet à Otzma Yehoudit de se positionner non pas comme un partenaire de coalition discipliné, mais comme un mouvement de contestation permanent, indispensable pour capter la frange la

plus radicale de l'électorat nationaliste. Ce repositionnement, synchrone avec le séisme crucial mais plus feutré du renouvellement générationnel des patrons des partis orthodoxes religieux. Les listes déposées à la Commission électorale formalisent la transition du pouvoir après la disparition des grandes figures rabbiniques de la dernière décennie. Chez les séfarades du Shas, la montée en puissance de Yinon Azoulay, propulsé au 2e rang juste derrière Aryeh Deri, et le repositionnement de figures comme Uriel Buso et Michael Malkieli témoignent d'une prise en main par des gestionnaires pragmatiques, habitués aux rouages de l'État et aux impératifs socio-économiques de leur communauté. La transformation est encore plus flagrante au sein du Judaïsme Unifié de la Torah (UTJ), où le député Yaakov Asher remplace le très dogmatique Moshe Gafni en première position sur le ticket officiel. Cette nouvelle garde de politiciens orthodoxes aborde les crises nationales, notamment l'explosif dossier de la conscription militaire des étudiants de Yeshivot, avec une approche nettement plus transactionnelle et moins idéologique que leurs aînés. Pour ces

Le Néguev (Localités bédouines)

C'est le réservoir de voix exclusif de Mansour Abbas. Avec des pointes de participation traditionnelles à près de 60 % dans des centres comme Rahat, le vote bédouin sécurise les 5 sièges de Ra'am, consolidant un interlocuteur pragmatique avec lequel le Likoud sait négocier des accords de déblocage en coulisses. Les villes mixtes du: Dans les zones urbaines, comme Lod et Ramleh, la poussée du sentiment d'insécurité (partagé par 76 % de la population arabe) sert de carburant électoral. L'arbitrage s'y fait sur un vote de rupture qui profite aux listes nationalistes arabes au détriment des partis sionistes du centre-gauche, achevant de figer les blocs.



Le calendrier

Le calendrier institutionnel des négociations post-électorales obéit à un protocole juridique strict fixé par la Loi fondamentale. Selon la modélisation de Shlomo Filber, ce calendrier se divisera en trois phases distinctes, rythmées par les échéances légales obligatoires après le scrutin du 27 octobre.

La phase de certification et de consultation (28 octobre – 6 novembre)

28 octobre : décompte des voix et calcul du quotient électoral. C'est à ce moment précis que Direct Polls validera si le bloc de Benjamin Netanyahu confirme sa majorité projetée à 63 sièges, et si les votes arabes ou les dissidences ont fait basculer le seuil d'éligibilité. Jusqu'au 3 novembre: Publication des résultats par la Commission centrale électorale.

4 au 6 novembre : Le président de l'État mène les consultations avec les factions représentées à la Knesset. Chacune recommande un candidat pour former le gouvernement. Si le bloc nationaliste conserve sa majorité, les partis orthodoxes (Shas, UTJ) et le Likoud désigneront en bloc Netanyahu. Le premier mandat légal (7 novembre-5 décembre) **7 novembre :** Le Président confie officiellement le mandat de formation du gouvernement au candidat ayant reçu le plus de recommandations (vraisemblablement Benjamin Netanyahu).

7 au 21 novembre (Les 14 premiers jours) : Netanyahu ouvrira des négociations parallèles où il tentera de verrouiller l'accord budgétaire avec les nouveaux patrons orthodoxes (Yaakov Asher pour l'UTJ et Yinon Azoulay pour le Shas). Simultanément, il entamera des discussions discrètes avec le centre (Gantz et Eizenkot) pour leur proposer les portefeuilles de la Justice et de la Défense, maintenant Itamar Ben Gvir dans la salle d'attente.

5 décembre : Fin du délai initial de 28 jours accordé par la loi pour présenter une coalition. La prolongation et le dénouement (6 décembre-19 décembre). **6 décembre :** Si les négociations achoppent sur la répartition des ministères régaliens ou les purges internes du Likoud (exigées pour sacrifier des barons comme Yariv Levin), le Premier ministre désigné demandera au Président une prolongation légale de 14 jours. **12 décembre :** Date charnière selon Shlomo Filber. C'est le moment du choix stratégique : soit Netanyahu cède au chantage de l'aile droite d'Outsma Yéhoudit, soit il finalise son pivot vers le centre en s'appuyant sur la flexibilité financière des orthodoxes. **19 décembre (Échéance finale) :** Date limite absolue pour présenter le nouveau gouvernement à la Knesset pour le vote de confiance. En cas d'échec à cette date, le mandat retourne au Président, ouvrant la voie à une potentielle dissolution ou à la désignation d'un autre député.

nouveaux patrons, la priorité absolue reste la sanctuarisation des budgets éducatifs et la survie économique des familles ultra-orthodoxes. Ils se montrent dès lors prêts à négocier des compromis historiques sur le service civil ou des quotas d'intégration, s'affranchissant de l'alignement dogmatique inconditionnel sur la droite dure qui prévalait jusqu'alors. C'est précisément la convergence de ces éléments qui valide la lecture stratégique d'un Netanyahu manœuvrant pour redessiner l'après-élections, avec la volonté sous-jacente de marginaliser Itamar Ben Gvir. Contrairement aux analyses décrivant un Premier ministre otage de ses éléments radicaux, le politologue Shlomo Filber met en lumière une réalité inverse. En favorisant le transfert de Tally Gotlib chez Outzma Yéhoudit et en verrouillant le Likoud avec ses propres fidèles, Netanyahu s'assure d'une part que les voix de la droite ultra radicale restent comptabilisées dans le bloc sans sombrer sous le seuil électoral, tout en préparant activement l'isolement politique de Ben Gvir au lendemain du scrutin. L'objectif n'est pas de pérenniser une alliance avec une droite extrémiste devenue un repoussoir international et un

Les bastions du vote arabe sous la loupe de Shlomo Filber

L'analyse de Direct Polls montre que la participation électorale arabe, estimée à 53 % à l'amorce des fêtes, dépend de la mobilisation dans des zones clés, indispensables pour faire bouger le quotient électoral national et valider la majorité de 63 sièges du bloc de droite. Le Triangle (Wadi Ara) comprenant des villes comme Umm al-Fahm ou Baqa al-Gharbiyye) est le cœur historique de la compétition. Filber note que la répartition équilibrée entre la liste unifiée Hadash-Ta'al et Ra'am y crée une forte émulation. Une hausse de la participation dans cette zone pénalise directement les listes juives dites "de marge" (comme celle d'Ofar Winter) en rehaussant le coût mathématique du siège.



PHoto Dany Cohen
Itamar Ben Gvir
Un vrai travail sur le terrain et une communication qui laisse à désirer



obstacle à la gestion de l'après-guerre, mais de bâtir une coalition d'union nationale élargie. En s'appuyant sur la flexibilité nouvelle des dirigeants orthodoxes du Shas et de l'UTJ, qui n'ont aucun état d'âme idéologique à siéger dans un gouvernement modéré pourvu que leurs institutions soient financées, Netanyahu crée les conditions d'un pivot vers le centre. Une fois le verdict des urnes rendu et la majorité de 63 sièges sécurisée par le bloc de droite selon les données de Direct Polls, Netanyahu disposera des coudées franches pour proposer une alliance de rechange aux formations centristes Eizenkot ou de Bennett. Libéré du chantage de Ben Gvir, fort de l'appui de députés Likoud aux ordres et de partenaires orthodoxes pragmatiques, le Premier ministre se met en position d'offrir au pays un gouvernement de large rassemblement, indispensable pour retrouver une légitimité internationale et piloter les grands chantiers stratégiques de la reconstruction. L'achèvement du paysage électoral à la veille des fêtes, passé au crible des modélisations rigoureuses de Shlomo Filber et de l'institut Direct Polls, met en lumière une solide dynamique de reconquête pour le bloc de droite. Selon le sondage de référence publié le 7 septembre pour Channel 14, la coalition de Netanyahu affiche une poussée à 63 sièges, largement portée par le score du Likoud mesuré à 30 ou 31 sièges, devançant nettement Gadi Eizenkot qui plafonne à 22 sièges. Cette consolidation offre à Netanyahu des coudées franches inédites pour manœuvrer au lendemain du scrutin du 27 octobre. Elle lui permet d'orchestrer à la fois la neutralisation de ses partenaires les plus radicaux et d'anticiper les ripostes du centre et de la droite dure. Dans ce jeu d'échecs, la position de Benny Gantz est scrutée avec une attention chirurgicale. Fort de son image d'homme d'État ancrée depuis son entrée dans le cabinet d'urgence post-7 octobre, le leader du centre modéré refuse de se laisser enfermer dans le rôle de spectateur de la recomposition voulue par Netanyahu. Selon l'analyse des flux de Direct Polls, Gantz et ses alliés centristes planifient leur riposte autour d'un double axe. D'une part, ils exploitent la flexibilité naissante des nouveaux patrons orthodoxes du Shas et de l'UTJ. Gantz sait que ces gestionnaires pragmatiques ne sont plus liés idéologiquement au bloc de droite et qu'ils privilégieront la survie budgétaire de leurs institutions. D'autre part, Gantz se positionne comme le pivot inévitable d'un gouvernement d'union nationale

"anti-chantage". Si Netanyahu gagne son pari et marginalise Itamar Ben Gvir, Gantz n'exclut pas d'entrer dans une coalition élargie mais à ses propres conditions : un plan d'intégration national pour la conscription des ultra-orthodoxes, une gestion institutionnelle de l'après-guerre et l'assurance d'un axe centriste fort capable de dicter la politique étrangère et sécuritaire du pays. Pour Gantz, l'éviction des extrémistes n'est pas un cadeau fait à Netanyahu, c'est la condition sine qua non pour imposer le retour d'une gouvernance d'État. Face à cette menace d'isolement programmé, Smotrich déploie une contre-stratégie de survie agressive pour ne pas être entraîné dans la chute de Ben Gvir. Conscient que Netanyahu cherche à le diluer, le leader du Parti Sioniste Religieux (allié à Feiglin) a totalement recentré sa campagne sur le cœur idéologique de son électorat : la Judée-Samarie. Smotrich multiplie les annonces chocs de régularisation et de développement massif des infrastructures pour ancrer sa légitimité auprès des colons, se rendant indispensable à la base de droite. Parallèlement, sa riposte politique consiste à pilonner préventivement toute tentative de rapprochement entre le Likoud et le centre. Smotrich utilise ses tribunes pour dénoncer Gantz comme le "maillon faible", l'accusant de vouloir capituler face aux pressions internationales pour un État palestinien. En diabolisant le centre, Smotrich tente de verrouiller idéologiquement Netanyahu : il envoie le message clair qu'un abandon de l'aile droite au profit des centristes serait perçu par la base nationaliste comme une trahison des valeurs du camp national, espérant ainsi rendre prohibitif le coût politique d'un pivot vers le centre pour le Premier ministre au lendemain du 27 octobre. L'analyse des dynamiques électorales profondes à la veille des fêtes, passée au crible des modélisations de Shlomo Filber, met en lumière deux variables décisives pour le scrutin du 27 octobre : le comportement de l'électorat arabe, pivot arithmétique de la Knesset, et l'architecture prospective des ministères d'un gouvernement d'union nationale. Dans les simulations de Shlomo Filber, la clé d'une majorité stable ne réside pas uniquement dans la performance du Likoud, mais dans le taux de participation au sein de la société arabe. Mesuré globalement à 12 sièges par Direct Polls (entre la liste Hadash-Ta'al et Ra'am de Mansour Abbas), cet électorat agit comme un régulateur de puissance pour

les deux blocs. Une forte mobilisation arabe élève mécaniquement le quotient de voix nécessaire pour obtenir un siège, poussant les listes chancelantes (comme celle de Winter ou le Parti Économique) sous le seuil des 3,25 %. Filber souligne que Netanyahu compte précisément sur cette participation pour asphyxier les dissidences de droite non alignées.

Le cas Ra'am : Le positionnement de Mansour Abbas demeure la grande inconnue. Contrairement aux partis de gauche qui l'envisagent comme un soutien extérieur automatique, Direct Polls rappelle que Ra'am maintient une approche strictement transactionnelle. Abbas est prêt à négocier ses voix avec quiconque garantira les budgets de lutte contre la criminalité et le développement des infrastructures sectorielles, ce qui offre à Netanyahu une carte de rechange si son propre bloc venait à s'effriter.

Si la marginalisation d'Itamar Ben Gvir se

confirme au profit du centre, Filber a déjà esquissé la structure potentielle d'un gouvernement de rassemblement. Ce cabinet, conçu pour rassurer les partenaires internationaux et stabiliser l'économie de l'après-guerre, reposerait sur une distribution stratégique des ministères régaliens.

LES SIMULATIONS DE PORTEFEUILLES : L'ARCHITECTURE DU GOUVERNEMENT D'UNION

Pour sécuriser l'entrée de Yashar, le ministère de la Défense serait sanctuarisé pour Eizenkot ou Gantz, garantissant une doctrine militaire plus institutionnelle et consensuelle. Face aux revendications pressantes de Bezalel Smotrich, Netanyahu manœuvrerait pour confier les Finances à un profil pragmatique du Likoud ou à un technicien soutenu par les nouveaux patrons

orthodoxes, assurant la pérennité des budgets éducatifs sans bloquer les réformes économiques globales. Les Affaires étrangères reviendraient à une figure modérée du centre ou à un diplomate du Likoud non aligné sur l'aile dure, avec pour mission prioritaire de restaurer les relations avec Washington et de finaliser les accords régionaux suspendus par le conflit.

L'Intérieur et les Services religieux, solidement ancrés entre les mains de la nouvelle garde du Shas (Yinon Azoulay ou Uriel Buso), serviraient pour sceller la loyauté des partis ultra-orthodoxes, libérés de l'obligation de s'aligner sur les exigences d'Outsma Yéhoudit. Pour compléter cette analyse, l'examen du scrutin du 27 octobre exige de se pencher sur deux réalités concrètes : la géographie stratégique du vote arabe et la liste des cadres du Likoud directement menacés par l'ouverture au centre. ■

Le chantage au "Règlement Intérimaire" de la conscription

Dès la première semaine de novembre, Yaakov Asher pour le Judaïsme Unifié de la Torah (UTJ) et Yinon Azoulay pour le Shas – activeront une stratégie de négociation exclusivement financière. Ces gestionnaires pragmatiques utiliseront leur flexibilité politique comme un levier pour sanctuariser immédiatement l'économie de leurs institutions. Voici les leviers financiers précis qu'ils comptent activer. La fin des subventions automatiques pour les étudiants de Yeshivot en âge d'enrôlement a asphyxié les caisses des séminaires talmudiques. Le premier levier actionné dès novembre sera l'exigence d'un mécanisme de financement transitoire d'urgence. Yaakov Asher a déjà préparé une clause conditionnant toute recommandation ou participation au gouvernement à l'injection immédiate de fonds de réserve ministériels pour compenser les pertes de l'année écoulée, avant même le vote d'une nouvelle loi sur la conscription.

Le verrouillage des "Fonds de Coalitions" dans le budget de base

Traditionnellement, les budgets alloués aux écoles orthodoxes non officielles (le réseau El Hamaayan du Shas et le Hinouch Atzmai de l'UTJ) dépendent de rallonges politiques votées chaque année (les fonds de Coalitions), très exposées aux recours juridiques de l'opposition. Yinon Azoulay, fort de son expérience

au sein de la commission des Finances, exigera l'intégration structurelle de ces budgets dans la base fixe du budget de l'État. Pour Netanyahu, accepter ce levier signifie pérenniser ces dépenses de manière irréversible, une condition non négociable pour obtenir le soutien des 17 à 18 sièges orthodoxes.

La réindexation de l'allocation par étudiant (Dolar Yeshivot)

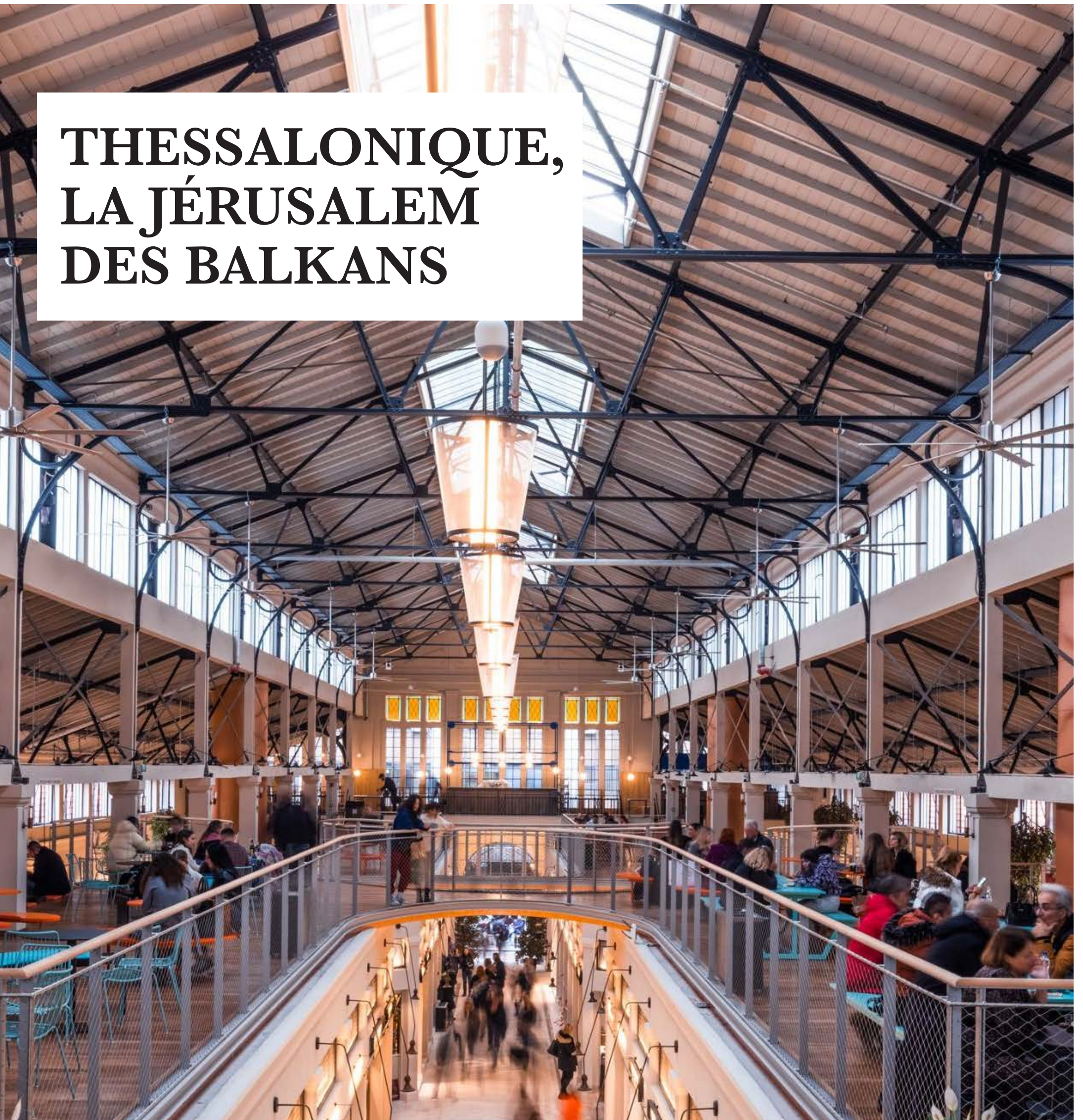
Le coût de la vie et l'inflation ont réduit le pouvoir d'achat des familles ultra-orthodoxes. Les nouveaux patrons comptent imposer une hausse immédiate de la valeur du point d'allocation par étudiant de Yeshivot et de kollel (les séminaires pour hommes mariés). Ils demanderont un alignement de ces bourses sur le salaire minimum ou sur l'indice des prix à la consommation, ce qui représente un coût de plusieurs centaines de millions de shekels pour le Trésor public.

Le troc budgétaire contre l'ouverture au centre est le levier le plus politique de cette nouvelle génération de leaders. Si Benjamin Netanyahu choisit de marginaliser Itamar Ben Gvir pour faire entrer le centre (Gantz et Eizenkot), le Shas et l'UTJ ne s'y opposeront pas. En échange de leur feu vert à une coalition élargie et plus modérée, ils exigeront des garanties financières accrues sur les portefeuilles économiques secondaires : le contrôle des commissions de planification urbaine (pour les logements dédiés au public orthodoxe) et le ministère des Affaires religieuses, doté de larges budgets de fonctionnement.

Grèce
THESSALONIQUE



THESSALONIQUE, LA JÉRUSALEM DES BALKANS



En cette fin d'été, entre Rosh hashana et Kippour, mes pas me conduisent enfin à Thessalonique — une découverte que la fulgurance du Covid m'avait confisquée il y a six ans. Après Rhodes, visitée quelques semaines plus tôt, je découvre une nouvelle facette de la Grèce. Le constat reste pourtant similaire : ici encore, le tourisme semble être le véritable poumon économique de la ville. Avec un million d'habitants pour huit millions de voyageurs transitant chaque année par son aéroport, Thessalonique vibrait jusqu'alors dans ma mémoire au rythme des combats homériques et des exploits du célèbre Achille. Pure légende ! Point de plages ni de parasols ici, mais un port où mon regard — déformation professionnelle oblige — accroche immédiatement la silhouette de quelques tankers au loin. Les prochains jours nous diront à quel point cette ville fut un refuge crucial pour les communautés juives, et combien elle mérita son titre de « Jérusalem des Balkans ».

Fondée en 315 av. J.-C par le roi Cassandre de Macédoine, qui la baptisa du nom de son épouse (la sœur d'Alexandre le Grand), Thessalonique devint rapidement un carrefour stratégique. Sous l'Empire romain, sa position sur la Via Egnatia en fit une métropole majeure. Elle devint ensuite la deuxième ville la plus riche et importante de l'Empire byzantin après Constantinople.

Conquise par l'Empire ottoman en 1430, Thessalonique se distingua par sa diversité ethnique et religieuse, abritant la plus grande communauté juive, la ville

prenant le nom de Sélanik. Elle conserva son statut de grand port cosmopolite pendant près de cinq siècles avant d'être rattachée au Royaume de Grèce en 1912 lors de la première guerre balkanique. En 1917, un incendie dévastateur détruisit une grande partie du centre historique, forçant la ville à se moderniser selon les plans de l'architecte français Ernest Hébrard.

Pendant des siècles, Thessalonique a été une mosaïque humaine fascinante où cohabitaient chrétiens orthodoxes, musulmans ottomans et Juifs séfarades. Au début du XXe siècle, elle présentait

une configuration démographique unique au monde : la population juive y était majoritaire. Le rattachement à la Grèce (1912), le grand incendie (1917) et l'échange de populations de 1923 avec la Turquie (qui vit l'arrivée massive de réfugiés grecs d'Asie Mineure et le départ des musulmans) ont profondément "hellénisé" le tissu social de la ville. Aujourd'hui, Thessalonique est une ville moderne, jeune et vibrante, portée par la présence de l'Université Aristote, la plus grande université de Grèce, qui insuffle une énergie créative constante.

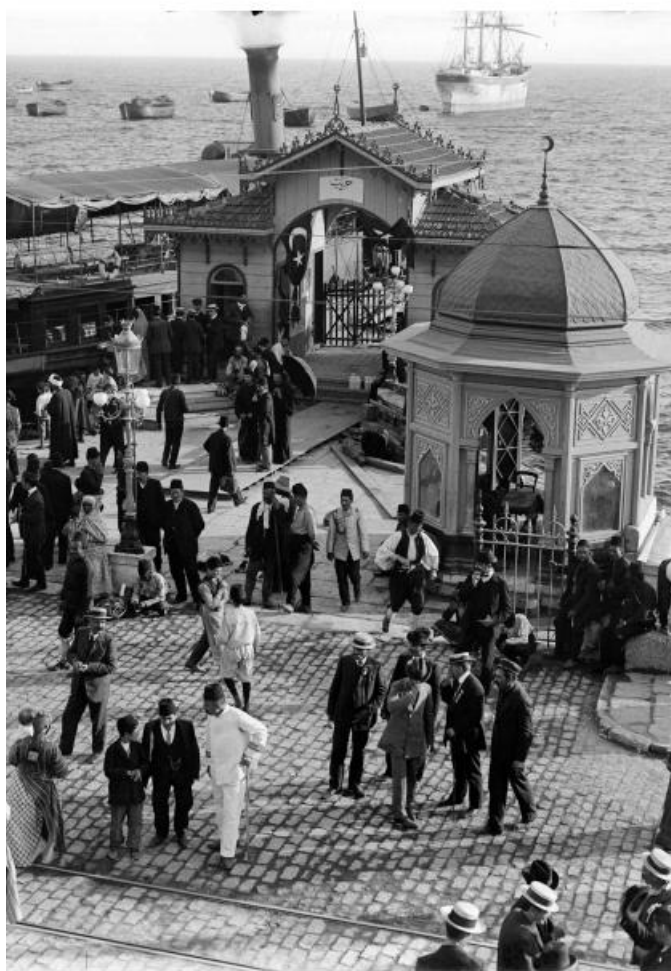
L'histoire religieuse de la ville s'inscrit directement dans l'architecture de ses monuments. Christianisée dès le Ier siècle par les prêches de Saint Paul, elle abrite de somptueuses églises paléochrétiennes et byzantines (comme la Basilique Agios Dimitrios ou l'église Sainte-Sophie). Sous l'ère ottomane, de nombreuses églises furent converties en mosquées et de nouveaux minarets furent érigés (comme la Mosquée de la Rotonde ou la Mosquée Alaca Imaret). Parallèlement, des dizaines de synagogues rythmaient la vie des quartiers. Aujourd'hui, le paysage confessionnel est majoritairement chrétien orthodoxe, bien que les vestiges ottomans et la présence de lieux de culte juifs témoignent de cette ancienne coexistence spirituelle.

PANORAMA ÉCONOMIQUE

Deuxième pôle économique de Grèce, Thessalonique tire sa force de son port maritime, qui constitue une porte d'entrée commerciale essentielle pour l'Europe du Sud-Est et les Balkans. Historiquement réputée pour ses industries textiles, manufacturières et le commerce du tabac, la ville s'est transformée en un centre de services, de logistique et de tourisme. Elle accueille chaque année la Foire internationale de Thessalonique, événement économique majeur dans la région, et s'impose comme un pôle d'innovation technologique et d'investissements pour l'Europe continentale. Éluée à plusieurs reprises parmi les meilleures destinations citadines d'Europe, Thessalonique séduit par son alliance de richesse archéologique et de douceur de vivre méditerranéenne. Ses principaux points d'intérêt incluent : La Tour Blanche, monument emblématique en bord de mer. La Promenade du front de mer (Nea Paralia), idéale pour les couchers de soleil. L'Ano Poli (la ville haute), le seul quartier ayant survécu à l'incendie de 1917, caractérisé par ses ruelles ottomanes traditionnelles et ses



Le Mémorial de la Shoah (Place Eleftherias / de la Liberté). Situé à l'angle de la rue Venizelou et de l'avenue Nikis (sur le front de mer). C'est ici qu'a eu lieu le « Shabbat Noir » le 11 juillet 1942. Le monument en bronze représente une menorah dont les branches se transforment en corps humains consumés par les flammes. C'est le point de départ idéal pour mesurer l'ampleur de la tragédie.



remparts byzantins.

L'histoire des Juifs de Thessalonique remonte à l'Antiquité avec les communautés hellénisées dites romaniotes. Cependant, le véritable tournant se produit en 1492, lors de l'expulsion des Juifs d'Espagne par les Rois Catholiques.

LA COMMUNAUTÉ JUIVE ET LA TRAGÉDIE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le sultan Bayezid II accueille chaleureusement dans l'Empire ottoman et des dizaines de milliers de Juifs séfarades s'installent à Thessalonique, y apportant leur savoir-faire artisanal, médical et commercial, ainsi que leur langue, le ladino (judéo-espagnol). Pendant quatre siècles, Thessalonique est la seule ville de la diaspora où les Juifs forment la majorité absolue de la population, contrôlant l'activité économique au point que le port fermait le jour du Shabbat. La communauté subit un premier coup d'arrêt majeur lors du grand incendie de 1917, qui détruit la quasi-totalité des quartiers juifs historiques et des dizaines de synagogues. Face aux difficultés économiques, une partie de la communauté émigre alors vers la France, les États-Unis ou la Palestine mandataire.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, environ 50 000 à 55 000 Juifs vivent encore à Thessalonique. En avril 1941, les troupes nazies occupent la ville. Les persécutions commencent immédiatement : pillage des institutions, confiscation des biens et destruction complète du gigantesque cimetière juif historique (la plus grande nécropole juive d'Europe, sur laquelle sera plus tard bâtie l'Université Aristote). Le 11 juillet 1942, resté tristement célèbre sous le nom de « Shabbat Noir », 9 000 hommes juifs sont rassemblés sur la place Eleftherias (place de la Liberté) où ils sont humiliés publiquement et soumis à des tortures avant d'être envoyés au travail forcé. Début 1943, la population est enfermée dans des ghettos surpeuplés et obligée de porter l'étoile jaune. La déportation de masse débute le 15 mars 1943. En quelques mois, via 19 convois ferroviaires partis de la gare de Thessalonique, près de 96 % à 98 % de la population juive de la ville est déportée et exterminée, principalement au camp d'Auschwitz-Birkenau. Seule une poignée de citoyens parvient à fuir vers la zone d'occupation italienne à Athènes ou à rejoindre la résistance grecque dans les montagnes.

À la Libération, à peine 2 000 survivants reviennent des camps ou des caches. Aujourd'hui, la communauté juive de Thessalonique compte environ 1 200 membres. Bien que réduite, elle fait preuve d'une grande résilience et maintient en activité la Synagogue Yad Lezikaron ainsi que le remarquable Musée juif de Thessalonique 11, rue Agiou Mina. Installé dans l'un des rares bâtiments juifs ayant survécu au grand incendie de 1917 (l'ancienne structure de la Banque d'Athènes) on y découvre une collection poignante de photographies



d'avant-guerre, de pierres tombales provenant de l'immense cimetière détruit par les nazis, et une frise chronologique détaillée de la présence juive depuis l'Antiquité jusqu'à l'après-guerre. Un grand Musée de l'Holocauste de Grèce, cofinancé par l'Allemagne et l'État grec, est actuellement en construction près de la gare historique afin d'ancrer définitivement la mémoire de la "Jérusalem des Balkans" dans l'histoire européenne.

DONNÉES POLITIQUES ET GOUVERNANCE

Le statut politique de Thessalonique s'articule autour de sa position géostratégique et de son rôle de capitale régionale. Thessalonique est le chef-lieu du dème (municipalité) de Thessalonique et la capitale de la périphérie de Macédoine-Centrale. La ville abrite également le ministère de la Macédoine et de la Thrace, affirmant son statut de « co-capitale » (Symprotévousa) face à

Athènes. Politiquement, la ville a longtemps été un bastion conservateur. Cependant, les années 2010 ont été marquées par le mandat du maire indépendant Yiannis Boutaris (2011-2019). Ce dernier a profondément transformé l'identité politique de la ville en brisant les tabous mémoriels. Il a ouvertement reconnu la responsabilité historique locale dans la spoliation des biens juifs et a relancé les relations diplomatiques et touristiques avec Israël. Lors de l'invasion de la Grèce par l'Axe en 1941, le pays fut divisé en trois zones

d'occupation (allemande, italienne, bulgare). Thessalonique fut placée sous administration militaire allemande directe (Zone allemande), contrairement à Athènes qui dépendait initialement des Italiens. Cette gouvernance nazie directe explique en partie la rigueur implacable et la rapidité avec laquelle les décrets antisémites et les déportations ont été appliqués.

L'attitude de la population chrétienne locale face à l'extermination de près d'un tiers de la population de la ville est une question historique complexe, marquée par une passivité globale dictée par la terreur, la faim et la complicité économique, mais par aussi de notables actes de résistance. Lors de l'arrivée des Allemands, la population grecque sortait à peine de la terrible famine de l'hiver 1941-1942 qui avait fait des dizaines de milliers de morts dans le pays. L'instinct de survie et la terreur imposée par la Gestapo ont poussé une majorité de la population civile à l'indifférence ou à l'inaction face au sort de leurs voisins



juifs. L'une des pages les plus sombres concerne l'attribution des biens laissés vacants par les déportés. Les autorités d'occupation ont nommé des «administrateurs séquestres » grecs pour gérer les commerces et les appartements juifs.

LA COMPLICITÉ ÉCONOMIQUE, LA SPOLIATION DES BIENS ET L'OPPORTUNISME IMMOBILIER

Cet enrichissement rapide a créé une forme de complicité passive chez certains notables et commerçants locaux. La municipalité de l'époque et l'administration locale ont activement profité de l'occupation pour démanteler l'immense cimetière juif de 350 000 tombes (convoité depuis des décennies pour l'extension urbaine). Les pierres tombales ont été pillées et réutilisées

comme matériaux de construction pour des routes, des piscines militaires et même pour réparer des églises chrétiennes. Contrairement à l'archevêque Damaskinos à Athènes (qui signa une lettre publique de protestation héroïque), le métropolite de Thessalonique, Gennadios, adopta une attitude plus en retrait. Bien qu'il ait discrètement intercédé auprès des Allemands pour adoucir le sort de certains convertis ou des mariages mixtes, il n'y eut pas de condamnation publique et officielle des déportations de la part de l'Église locale. Le grand rabbin de la ville, Zvi Koretz, nommé par les Allemands à la tête du Conseil juif, reste une figure hautement controversée. Pensant protéger sa communauté par une politique de stricte obéissance aux listes et décrets nazis, il a involontairement facilité le travail bureaucratique de déportation mené par Alois Brunner et Dieter Wisliceny.

En remontant vers le centre historique, il faut se rendre au Marché Modiano, conçu par l'architecte juif Eli Modiano en 1922, un marché couvert historique récemment rénové, idéal pour découvrir la gastronomie locale. Sa proximité avec les plages de la péninsule de Chalcidique et le site historique de Vergina (tombeau de Philippe II de Macédoine). Traversez le Marché Modiano. Ce quartier était le poumon économique de la communauté. Non loin de là, il nous faut admirer les façades d'anciens grands magasins ou de banques (comme l'ancienne Banque de Salonique) qui appartenaient à de riches familles juives.

LES JUSTES PARMI LES NATIONS

Malgré ce climat délétère, des centaines de citoyens chrétiens ont risqué leur vie pour cacher des familles juives dans leurs caves ou leurs fermes en périphérie de la ville. La police locale a parfois délivré de faux papiers d'identité sous des noms chrétiens. Grâce à ces complicités, environ 500 à 1 000 Juifs de Thessalonique ont réussi à s'enfuir vers les montagnes pour rejoindre les maquis de l'EAM-ELAS (la résistance grecque) et combattre l'occupant l'arme au poing. ■



La Synagogue Monastiriote (35, rue Siggrou). Nichée dans le centre-ville et fondée par des Juifs originaires de Monastir (actuelle Macédoine du Nord), c'est la seule grande synagogue d'avant-guerre encore debout à Thessalonique. Elle doit sa survie au fait qu'elle ait été réquisitionnée par la Croix-Rouge pendant l'occupation nazie. À quelques pas se trouve également la synagogue Yad Lezikaron (rue Vasileos Irakliou), intégrée dans un immeuble moderne et servant de centre spirituel actuel.



LE DRAKON ISRAELIEN

UN SAUT TECHNOLOGIQUE FACE À UNE MENACE EXISTENTIELLE

Propulsion furtive : Son système diesel-électrique est couplé à une propulsion indépendante de l'air (AIP), lui permettant de rester immergé et indétectable pendant plusieurs semaines.

Armement lourd : Le bâtiment possède 10 tubes lance-torpilles, dont quatre de gros calibre (650 mm).

Innovation tactique : Son kiosque (la superstructure supérieure) a été nettement élargi, ce qui suggère l'intégration de cellules de lancement vertical (VLS) pour missiles de croisière.

Seconde frappe nucléaire : La capacité de seconde frappe désigne la faculté de riposter avec l'arme atomique même après avoir subi une attaque dévastatrice.

Caché en mer grâce à sa furtivité, ce type de sous-marin garantit une riposte inévitable. Bien qu'Israël conserve une politique officielle d'« ambiguïté stratégique » (sans jamais confirmer ni nier posséder l'arme atomique), ce bâtiment est largement considéré par les experts comme la pierre angulaire de sa dissuasion nucléaire.



Israël vient officiellement de réceptionner l'INS Drakon, son tout dernier sous-marin d'attaque, marquant un tournant stratégique majeur dans l'histoire de sa marine. Construit par le géant allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) à Kiel, ce mastodonte de plus de 2 000 tonnes et de 73 mètres de long est le plus grand navire de ce type assemblé en Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale. Estimé à environ 550 millions d'euros, il constitue le fleuron technologique de la flotte israélienne et s'inscrit au cœur d'une architecture de défense profondément liée à la géopolitique régionale.

L'INS Drakon se distingue de ses prédécesseurs par des capacités hors normes qui redéfinissent l'équilibre des forces en mer. Le bâtiment intègre un système de propulsion indépendant de l'air (AIP), lui permettant de rester immergé dans un silence quasi total pendant des semaines sans avoir à refaire surface. Surtout, sa coque allongée et son massif imposant alimentent les spéculations des experts internationaux quant à l'intégration d'un système de lancement vertical (VLS). Cela le rendrait capable de projeter de nouveaux missiles balistiques ou de croisière. Face aux flottes de pays limitrophes comme l'Égypte ou la Turquie, qui opèrent des technologies plus conventionnelles, l'INS Drakon offre à Israël une allonge opérationnelle inégalée. Il sert de pont technologique direct vers la future classe Dakar. Ce déploiement répond directement à l'expansion de l'axe iranien, caractérisé par la prolifération de missiles à grande vitesse et le rapprochement technologique entre Téhéran et Moscou. Dissimulé dans les profondeurs de la Méditerranée ou de la mer Rouge, ce sous-marin garantit à Israël une capacité cruciale de « seconde frappe ». C'est une force de dissuasion ultime capable de riposter même si les infrastructures terrestres du pays venaient à être frappées. Contrairement à une idée reçue, ce n'est pas Ehoud Barak qui a commandé ce navire en 2014. À cette date, Ehoud Barak avait déjà quitté le ministère de la Défense depuis un an. En

réalité, la commande de ce sixième sous-marin de classe Dolphin II (l'INS Drakon) remonte à un accord initial signé en 2012 sous la direction du Premier ministre Benjamin Netanyahu. L'année 2014 est quant à elle rattachée à un autre volet naval hautement sensible : c'est l'année où l'Égypte a commandé ses propres sous-marins à l'Allemagne. Benjamin Netanyahu avait donné son feu vert secret à Berlin pour cette vente. C'est précisément cette validation sans consultation de son propre ministère de la Défense qui a déclenché la fameuse tempête politique et judiciaire en Israël. Pendant des années, l'opposition a pilonné Benjamin Netanyahu sur « l'affaire des sous-marins » (ou Affaire 3000), brandissant des maquettes de submersibles lors de manifestations massives. Ses détracteurs, dont Ehoud Barak lui-même, qualifiaient ce dossier de « plus grand scandale de corruption de l'histoire du pays ». Pourtant, sur le strict plan de la corruption personnelle, ces attaques étaient injustifiées, et ce pour plusieurs raisons. La justice israélienne a formellement conclu que Benjamin Netanyahu n'était pas suspecté de délit criminel ni de corruption personnelle dans ce dossier. Si plusieurs de ses proches collaborateurs et avocats ont été inculpés pour des pots-de-vin présumés, le Premier ministre a été mis hors de cause sur le plan pénal.

PERTINENCE STRATÉGIQUE INCONTESTABLE DE BIBI

Sur le fond, l'argument de Netanyahu consistant à dire qu'Israël avait impérativement besoin d'une flotte de six sous-marins pour faire face à la menace iranienne s'est avéré visionnaire. L'arrivée aujourd'hui de l'INS Drakon valide concrètement la doctrine militaire de projection à long terme qu'il défendait. Une nuance de taille demeure car si le soupçon d'enrichissement personnel a fait long feu, la Commission d'enquête d'État (la commission Grounis) a rendu des conclusions sévères concernant sa méthode de gouvernance. Elle a souligné que Netanyahu avait court-circuité l'armée et le Cabinet de sécurité (comme il a eu raison!! NDLR), créant un « chaos » décisionnel qui, selon le rapport, a mis en danger les processus de sécurité de l'État. L'arrivée à Haïfa de ce monstre des mers vient clore un chapitre industriel de quatorze ans. Il laisse derrière lui le souvenir d'une des crises politiques les plus polarisantes d'Israël, où l'éclat de la réussite militaire se mêle aux zones d'ombre de la gouvernance. ■



CRÊTE D'ALI TAHER

EPILOGUE DE 4 MOIS DE SIÈGE : LE QG DU HEZBOLLAH EN RUINES



Le chef d'État-major Eyal Zamir avec le nouveau chef du Mossad, le général Grofman

Le 10 septembre 2026, Tsahal a détruit le complexe du commandement central de la Brigade Badr du Hezbollah, réduisant en poussière, à l'aide de 1100 tonnes d'explosifs, 5410 m d'un labyrinthe de tunnels. L'Armée éliminait la cinquantaine de terroristes du Hezbollah et leurs chefs qui n'avaient pas réussi à fuir ce piège mortel. Des médias ont certifié que des officiers des Gardiens de la Révolution iranienne s'y trouvaient également. C'était la dernière ligne défensive protégeant l'accès direct au bastion d'Iqlim al-Touffah (parfois qualifié de « cœur militaire » de l'organisation terroriste) et le centre de gravité stratégique, logistique et opérationnel vital de la Vallée de la Bekaa. Depuis 20 ans, grâce à l'argent iranien et une ingénierie nord-coréenne, le supplétif de l'Iran a préparé « La Conquête de la Galilée », une invasion du type « 7 Octobre » qui aurait dévasté le Nord d'Israël et dont le Hamas a répliqué le scénario cauchemardesque. Le complexe de tunnels renfermait des centres de commandement, des dépôts d'armes et des installations de missiles et de drones, que le Hezbollah pouvait déclencher contre les villes israéliennes, tout en mettant ses tueurs à l'abri des frappes aériennes.

LA MILICE CHIITE LIBANAISE SUPPLIE L'IRAN DE LA SAUVER

Le Nord d'Israël est soulagé d'une menace constante qui date du retrait décrété en mai 2000 par Ehoud Barak. On sait, par ailleurs que, ni l'Iran, ni les Etats-Unis, encore moins les pays du Golfe, jusqu'en Jordanie, n'ont cessé les affrontements réguliers. L'appel au secours du dernier bastion chiite libanais tombé s'appuyait sur l'empreinte encore fraîche des 30 missiles balistiques à fragmentation, que l'Iran avait tiré le 7 juin 2026, en représailles à une frappe israélienne sur le Bastion de Dahiyeh, la banlieue-sud chiite de Beyrouth. Le Hezbollah fait office de « sous-marin » de seconde frappe, pour l'Iran nucléaire, qui

ainsi, espérait protéger ses installations atomiques et maintenir la pression d'un couteau sur la veine jugulaire d'Israël, en cas de danger imminent. En neutralisant l'un, on voit que l'utilité de l'autre s'amenuise et Israël, depuis la « Guerre des 12 jours », en juin 2025, s'en est directement pris autant à la tête qu'aux tentacules de la pieuvre.

PÉTROLE CONTRE SURVIE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIE ?

On voit aussi le soin particulier que prend Téhéran, depuis juin dernier, à tenir Israël à l'écart des combats, quand ses attaques ciblent les pays du Golfe et les Américains. L'Arabie Saoudite est, malgré les traités de papier avec la Turquie et le Pakistan, la proie la plus facile pour l'Iran prédateur : il n'a pas besoin de « sauver le Hezbollah » au Liban : cette matrice de propagation de la « Révolution Islamique » a déjà accouché des milices irakiennes et des Houtis.

- Les premiers visent les gazoducs et raffineries saoudiennes ;
- La cible actuelle des Houtis est la détention des deux rives du Détroit de Bab El Mandeb, fermant une des principales voies de passage des navires internationaux, dont les pétroliers du Royaume. Avec le pilonnage des gazoducs saoudiens, L'Iran fait ainsi chanter le monde entier, consommateurs d'hydrocarbures dont les tarifs ne cessent de jouer du yoyo.

Le Roitelet Salman a compris, mais un peu tard, que ses opérations de communication avec la Turquie et le Pakistan ne sont d'aucun secours :

- la Turquie a besoin de l'Iran pour mâter les Kurdes.
- Le Pakistan a, comme un grand Frère, ouvert la voie nucléaire à l'Iran.

Mohamed Bin Salman a longtemps fait le difficile face aux Accords d'Abraham, car garant de la « cause palestinienne » face

aux rues arabes. Au même moment, Trump a les mains liées, au moins jusqu'au 3 novembre, date des Mid-Terms. Netanyahu propose ses renseignements, à la condition précédente du rapprochement abrahamique, qui changerait le visage de la Région.

LES PRO-TURCS DE WASHINGTON FONT CAPOTER LE CHANGEMENT DE RÉGIME

Une partie de l'Administration Trump a torpillé l'alliance américano-israélienne, qu'on voyait si bien partie, le 28 février 2026. Plusieurs agents d'influence, dont le Vice-Président James-David Vance et l'éminence Tom J. Barrack, envoyé spécial en Turquie et Syrie, qui n'ont aucune empathie ni compréhension de la position d'Israël dans la région, favorisent, au contraire, l'expansion des intérêts turcs, câlinant l'ancien Djihadiste en costume-cravate Ahmed Al Sharaa (Al-Jolani). Quand le Mossad israélien de David (Dadi) Barnea a parlé d'armer les Kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan d'Irak, pour déstabiliser les Gardiens de la Révolution sur leur frontière ouest, aussitôt, des divulgateurs se sont lâchés, provoquant l'alerte chez Erdogan, qui ne veut de forces kurdes opérantes ni en Syrie, ni en Irak et encore moins en Iran. En réalité, la « question kurde » est sous pression constante d'un rouleau-compresseur turco-irano-syrien, avec, et maintenant, les relais des « Jeunes Turcs » de l'Administration américaine.

Le passage du flambeau au Mossad s'est joué sur ce bilan d'échec programmé du changement de régime en Iran, à cause de ce lobby pro-Erdogan. Il ne restait qu'à Roman Gofman, successeur de Barnea, qu'à limoger les tenants du plan précédent, non par mesures punitives, mais pour innover, tout en maintenant les Iraniens dans le brouillard. Rappelons que le nouveau Chef de l'Institut est le plus haut gradé, blessé le 7 octobre, pour s'être porté au secours des populations de l'enveloppe de Gaza. Ce spécialiste hors-normes de la



guerre psychologique est certainement résolu à prendre des risques qu'aucun autre dirigeant israélien ne serait prêt à prendre pour en finir avec la Mollachie.

LA DOCTRINE POST-7 OCTOBRE PORTE LE FER EN TERRITOIRE ENNEMI

Sur l'ensemble des fronts, à Gaza, au Liban, en Syrie et sur les Mers au Sud d'Eilat, la meilleure défense est l'attaque au-delà des frontières, instaurant la vision préventive pour frapper avant toute tentative d'incursion ennemie. Certaines minorités, comme les Druzes d'Al Souweida, préféreraient être « annexés » et sont sous la protection directe de Tsahal.

Dans le cas du Liban, les parrains américains laissent entendre qu'à condition d'un renforcement progressif d'une armée libanaise libérée de la tutelle du Hezbollah, le Pays du Cèdre pourrait recouvrer une grande partie de sa « souveraineté ». Tsahal pourrait, à terme, restituer du terrain. Mais, tant que subsiste le doute sécuritaire d'un autre 7 Octobre, Tsahal restera en force sur toutes ces bandes de sécurité.

LA CONSCRIPTION AU CENTRE DU DÉBAT ÉLECTORAL

Ceci implique, à l'intérieur de l'Etat Juif, une remise en question profonde des anciens clivages admis entre Haredim et laïcs, que nuançait la posture d'avant-garde des religieux nationaux, portant les armes au sein des troupes d'élite. Le Gouvernement Netanyahu a maintenu une ligne de crête, imposant un compromis avec les partis haredi, membres de la coalition, autour d'un projet de loi qui devait les exempter en grande partie de la conscription obligatoire et de devoir partager le « Fardeau » avec l'ensemble de la population... Or, c'est dorénavant, l'Institution militaire elle-même, Tsahal, qui insiste de plus en plus sur les manques du recrutement pour appliquer à présent les leçons tirées du 7 Octobre. Ce sera un enjeu crucial des élections du 27 octobre 2026, avec le projet flottant de « commission d'enquête » visant tous les responsables politiques aux affaires ce fameux jour calamiteux pour le Renseignement Israélien... ■

Les pays incitateurs au Terrorisme (France, Espagne) sous le joug qatari-turc des Frères Musulmans ...

Trois personnalités centrales du gouvernement, Eli Cohen, vainqueur des Primaires au Likoud, Ami'hai Chikli et Guideon Sa'ar, ont récemment fustigé les propos aberrants, mais tellement révélateurs, de la ligne incitatrice au terrorisme, que tient Jean-Noël Barrot pour son mentor Macron, créateur d'un Etat fictif mais dans le bain de sang juif. Celui-ci n'a rien trouvé de mieux que d'insister sur le fait qu'un autre parrain n'avait autant soutenu la « cause Palestinienne » que la France, depuis... le 7 OCTOBRE. Par cette apologie officielle du terrorisme, la France de Macron prend donc ce jour du massacre de 1200 civils israéliens, par le Hamas comme le moment de violence fondatrice de cette soi-disant « cause » perdue du Quai d'Orsay.

En réalité, les pays européens subissent les conséquences de leur étouffement, sous les coups de boutoir de l'argent qatari, venant combler des dettes qui ne cessent de se creuser. Il faut surtout constater les résultats de 30 ans d'entrisme des Frères Musulmans, à tous les niveaux de ces sociétés aseptisées, en proie aux vents mauvais de l'antisémitisme.

Derrière l'affaiblissement continu de la Pieuvre iranienne surgit un danger plus sibyllin, le « Frenemy » (contraction d'ami et d'ennemi en anglais) Turc, que la Maison Blanche tient absolument à conserver au sein de l'OTAN, comme sa force la plus gigantesque

; mais qui menace déjà Israël, en établissant des bases militaires en Syrie, comme l'a souligné le bombardement israélien d'Abou Al-Douhour, le 18 août dernier.

Si l'arbitrage américain évitera toute confrontation directe entre ses deux puissants alliés au Moyen-Orient, la Syrie d'Al-Sharaa, qui prépare sa guerre en secret est, bel et bien, au centre de la focale, dans son traitement inique de ses minorités. Les Kurdes, la veille sous l'uniforme des Forces Démocratiques Syriennes, sont à présent sommés de se prêter au jeu de l'intégration dans les forces armées de Damas. Récemment, des membres des tribus arabes Baggara ont enlevé et décapité Sipan Hizni, Kurde de la « nouvelle armée syrienne ». Des émeutes meurtrières à Kobané s'en sont suivies, faisant au moins 10 morts. Les Druzes, qu'Israël protège, se tiennent à l'écart de cette assimilation forcée, génératrice d'exactions...

Israël ne perdra pas de vue ces manipulations ordonnées depuis la Maison Blanche, par précipitation électorale, qui cicatrisent si mal les plaies profondes du Proche et Moyen-Orient, au risque de les empirer... D'autre part, les navires et l'aviation de Tsahal sont fin prêts à frapper les Houtis, mais la crise pétrolière est foncièrement internationale...



LE JUDAÏSME LITUANIEN AU CŒUR DE LA POLITIQUE ISRAÉLIENNE

UN MOUVEMENT NÉ EN OPPOSITION AU SIONISME



Pour comprendre le judaïsme unifié de la Torah (Yahadut HaTorah), il faut remonter avant la création de l'État d'Israël, à Katowice en 1912, alors que la ville faisait partie de l'Allemagne. C'est là qu'Agoudat Israel – littéralement « Union d'Israël » – fut fondée par des rabbins orthodoxes d'Europe de l'Est qui rejetaient à la fois l'assimilation et le projet sioniste défendu par Theodor Herzl et ses successeurs. Ce mouvement naquit en réaction directe au Congrès sioniste mondial, qui avait refusé une demande de financement d'écoles religieuses présentée par un courant juif cherchant à concilier sionisme et tradition religieuse. Autour de ce mouvement et des cercles rabbiniques qu'il représentait, s'est progressivement constituée une grande partie de ce que l'on appelle aujourd'hui le monde Haredi. Ce terme, généralement traduit en anglais par « ultra-orthodoxe », désigne les Juifs qui observent un mode de vie religieux rigoureux, centré sur l'étude de la Torah à temps plein, et qui restent largement à l'écart du reste de la société israélienne en matière d'habillement, d'éducation et de normes sociales. Agoudat Israel défendait un principe radical : l'autorité rabbinique devait régir toute décision touchant la vie collective juive, tandis que la souveraineté sur la Terre d'Israël ne pouvait légitimement naître que de la rédemption messianique, et non d'une entreprise politique humaine. Le sionisme était donc perçu comme un mouvement séculier usurpant une prérogative divine – une position soutenue par d'éminents rabbins de l'époque. La création de l'État en 1948 a confronté le mouvement à un dilemme existentiel. Plutôt que de persister dans un rejet catégorique, Agoudat Israel a opté pour le pragmatisme. Dès juin 1947, David Ben Gourion et l'Agence juive, avaient négocié avec ses dirigeants ce qui allait devenir l'« accord de statu quo » : un engagement à observer le shabbat dans les institutions publiques, à respecter les lois alimentaires juives, à préserver la compétence des tribunaux religieux en matière de mariage et de divorce, et à financer publiquement un système d'écoles religieuses autonomes. Cet accord a permis à Agoudat Israel d'intégrer les institutions du jeune État sans jamais renoncer formellement à ses réserves idéologiques concernant le sionisme. Le second pilier de l'alliance actuelle est apparu plus tard. Le monde haredi est loin d'être homogène. D'un côté se trouvent les mouvements hassidiques, organisés autour de dynasties rabbiniques transmises de génération en génération ; de l'autre, le courant lituanien, qui ne possède pas de dynasties propres et s'articule autour des grandes académies talmudiques, ou yeshivot, et de leurs chefs spirituels. En 1988, le rabbin Elazar Shach, figure emblématique du monde lituanien,

rompit avec Agoudat Israël, alors dominé par des groupes hassidiques. Il fonda Degel HaTorah (« Porte-étendard de la Torah ») afin de donner à ses fidèles une voix politique indépendante. Pourtant, dès 1992, les deux partis décidèrent de se présenter aux élections sur une liste commune, Judaïsme unifié de la Torah, plutôt que de diviser leurs voix. L'alliance a connu des ruptures ponctuelles – notamment en 2004 – suivies de réconciliations. Sa plus récente réorganisation significative remonte à 2020, lorsque les deux partis constitutifs ont rééquilibré la répartition des places sur leur liste commune, qui favorisait auparavant Agoudat Israel.

LE PARTI DANS LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE

Le Judaïsme unifié de la Torah n'est pas un parti politique au sens occidental traditionnel. Il est le bras politique d'un monde social et religieux organisé autour de l'étude de la Torah et de l'autorité rabbinique. Il rassemble les deux principaux courants du judaïsme ultra-orthodoxe ashkénaze décrits précédemment : le courant hassidique, représenté par Agoudat Israël, et le courant lituanien, représenté par Degel HaTorah. Dans les deux cas, les décisions politiques majeures requièrent formellement l'approbation d'un conseil de rabbins éminents. Ceci distingue nettement le Judaïsme unifié de la Torah des partis traditionnels : ses législateurs se considèrent avant tout comme les représentants d'une autorité religieuse située en dehors du Parlement. La priorité absolue du parti est de défendre l'autonomie et les intérêts matériels de la communauté Haredi : le financement des yeshivot et de leur système scolaire, le soutien aux familles, la préservation du statu quo religieux dans la sphère publique et, surtout, l'exemption spéciale du service militaire dont bénéficient les étudiants des yeshivot. Contrairement au parti séfarade Shas, avec lequel il partage souvent l'espace politique haredi, le Judaïsme unifié de la Torah demeure plus profondément ancré dans une forme de non-sionisme théologique.

SA PLACE SUR LA CARTE POLITIQUE

En théorie, nombre de ses dirigeants et électeurs nient encore que l'État d'Israël possède une quelconque valeur religieuse intrinsèque, bien qu'ils participent pleinement à ses institutions depuis des décennies. Aujourd'hui, ce non-sionisme relève davantage d'une position doctrinale que d'un obstacle pratique à l'intégration au gouvernement. Le Judaïsme unifié de la Torah est généralement classé comme un parti de droite, mais il représente une droite

très particulière : ni nationaliste ni sioniste au sens conventionnel du terme, il est avant tout sectaire et confessionnel. Le parti n'a pas de position fondamentale sur les questions territoriales ni sur le conflit israélo-palestinien ; ses votes sont guidés principalement par les intérêts de sa communauté. Cela en a fait un partenaire de coalition attractif pour la droite et, historiquement, pour certains gouvernements travaillistes également. Depuis les années 1990, cependant, son alliance avec le Likoud de Benjamin Netanyahu s'est avérée particulièrement solide, fondée sur des positions communes en matière de religion et un rejet partagé de la gauche laïque. Avec une présence parlementaire modeste – sept sièges sur les 120 que compte la Knesset –, le judaïsme unifié de la Torah exerce une influence supérieure à son poids électoral, car il est indispensable à la formation de coalitions de droite. Une grande partie du ressentiment actuel découle de ce déséquilibre entre sa force numérique et son pouvoir de négociation.

POURQUOI NETANYAHOU ?

L'identification croissante du parti avec le bloc Netanyahu reflète moins une affinité idéologique qu'un réalignment des lignes de fracture au sein de la société israélienne. Alors que la gauche et une partie du centre ont adopté la conscription des Haredim, l'enseignement des matières fondamentales – mathématiques, anglais et sciences – dans les écoles Haredim, les transports publics le jour du sabbat, le mariage civil et une réduction plus générale du pouvoir politique des institutions religieuses, la droite, à l'inverse, est apparue comme la garante la plus fiable de l'autonomie communautaire des Haredim. Netanyahu l'avait parfaitement compris. Un véritable pacte politique s'est progressivement instauré : les partis haredim fournissent au Likoud les sièges nécessaires à sa majorité ; en retour, le Likoud protège leur système éducatif, leurs budgets et le statut particulier des étudiants des yeshivot.

LA CRISE DE LA CONSCRIPTION : UN POINT DE RUPTURE

Fondée davantage sur une convergence d'intérêts que sur une conception partagée de l'État, cette alliance s'est avérée remarquablement durable au fil des décennies. Dans un système politique où chaque siège peut déterminer la formation d'une majorité, un partenaire indispensable et idéologiquement prévisible conserve un pouvoir disproportionné. C'est précisément cette influence qui

alimente aujourd'hui l'un des conflits les plus virulents de la société israélienne. La conscription des étudiants de yeshiva dans l'armée israélienne est un problème ancien, mais elle est devenue explosive depuis le début de la guerre de Gaza fin 2023. Elle cristallise une profonde division. D'un côté, une grande partie de l'opinion publique, laïque et sioniste religieuse, juge intolérable que, dans un contexte de guerre prolongée et de lourdes pertes militaires, des dizaines de milliers de jeunes hommes haredim puissent encore échapper au service militaire obligatoire. De l'autre, le monde ultra-orthodoxe considère l'étude de la Torah comme une contribution essentielle à la protection spirituelle du pays et craint qu'un enrôlement massif ne menace la survie même de son mode de vie et de ses institutions d'enseignement.

En 2025 et 2026, la confrontation prit une tournure ouvertement politique : boycotts parlementaires, menaces de quitter la coalition ou de provoquer des élections anticipées, arrestations d'étudiants de yeshiva refusant la conscription et manifestations devant les installations militaires. L'adoption, en juillet 2026, d'une loi fondamentale définissant l'étude de la Torah comme une « valeur fondamentale » du peuple juif et de l'État exacerba les tensions. Ses opposants y virent une tentative d'inscrire dans la loi le statut particulier du monde des yeshivas, précisément au moment où celui-ci était confronté à sa plus vive contestation.

Ce différend a directement fragilisé la stabilité gouvernementale, faisant planer la menace d'une dissolution anticipée de la Knesset et d'élections anticipées, les partis Haredi cherchant à maximiser leur influence avant tout accord définitif sur la loi relative à la conscription. Au-delà du service militaire, le conflit s'étend également aux dépenses publiques : le financement important des yeshivot et des familles nombreuses est perçu par certains Israéliens comme une charge disproportionnée pour les contribuables. Plus largement, il oppose deux conceptions divergentes du caractère juif de l'État : théocratique et communautaire pour certains, démocratique et partagé par tous pour d'autres. Le judaïsme unifié de la Torah se trouve au cœur de deux logiques difficiles à concilier : la préservation intégrale d'un mode de vie communautaire qu'il considère comme non négociable et les exigences d'un pays en guerre pour un partage plus équitable du fardeau national. Plus que tout autre enjeu, ce conflit définit la place du parti dans la vie politique israélienne actuelle : centrale, indispensable et pourtant profondément contestée. ■

ISRAEL[☆] MAGAZINE

DÉCOUVREZ ISRAËL CHAQUE MOIS !



ABONNEMENT PROMOTION POUR LES FETES

1 AN / CHAQUE MOIS EN DIGITAL

59€ ou **200** shekels
Au lieu de 65€

- Contenu exclusif
- High Tech
- Voyage & Culture

2 ANS / CHAQUE MOIS EN DIGITAL

99€ ou **360** shekels
Au lieu de 130€

- Économie
- Politique
- Sur les Sentiers de la Bible

REJOIGNEZ-NOUS !

054 254 45 20
058 554 45 20

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT

www.israelmagazine.fr

DEPUIS PRÈS
DE **30 ANS**
AVEC VOUS

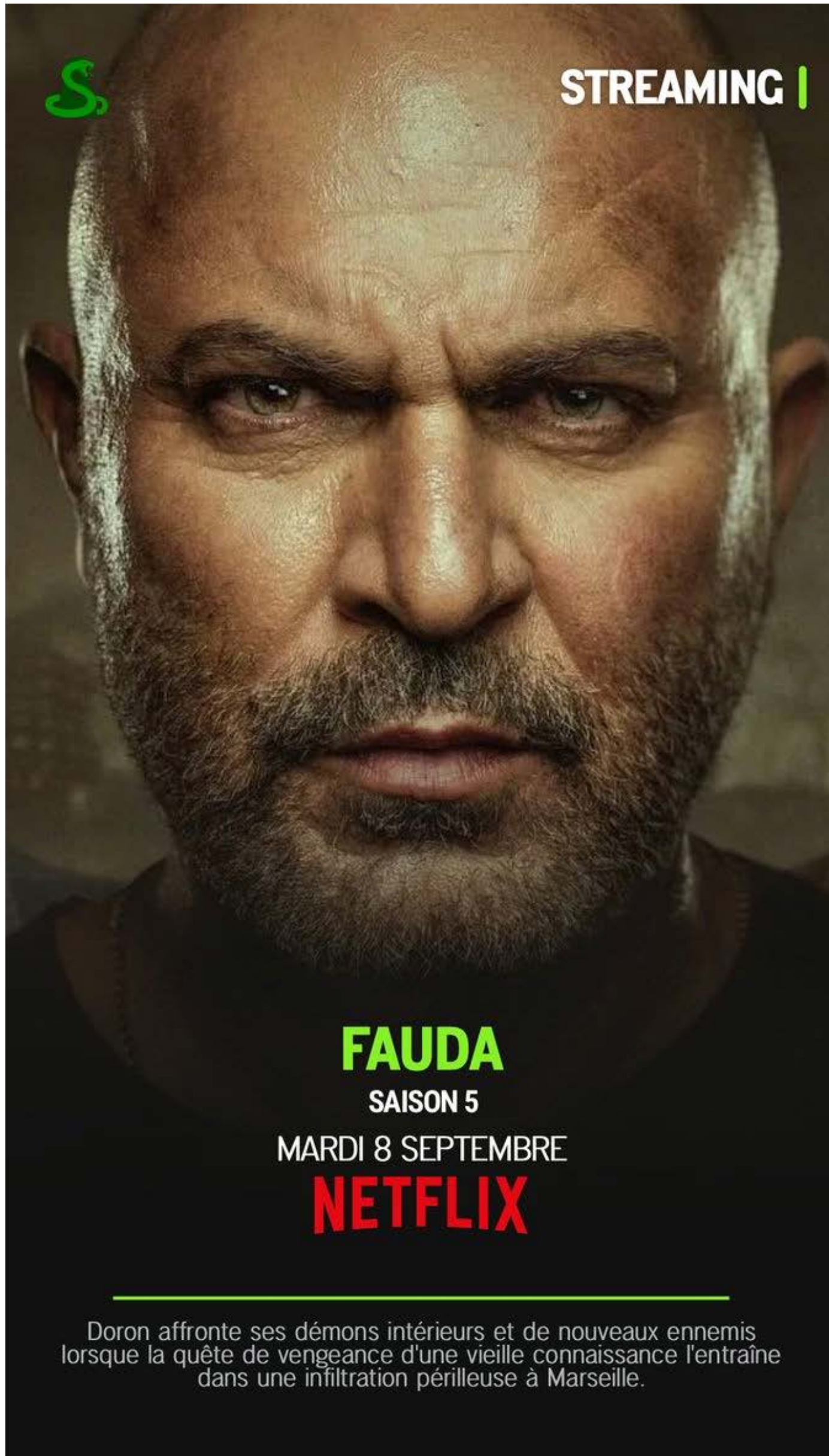
Un regard unique sur la culture, l'histoire et l'actualité d'Israël.



NETFLIX

FAUDA, SAISON 5

ENTRE TRAUMATISMES DU 7 OCTOBRE,
CHAOS LOGISTIQUE ET EXIL EUROPÉEN



La saison 5 de Fauda, la série d'action israélienne à succès, vient de débarquer sur Netflix en ce mois de septembre 2026. Conçue initialement pour s'arrêter après les drames de la saison précédente, cette nouvelle mouture plonge de plein fouet au cœur des traumatismes contemporains. Marquée par une réécriture totale due à l'actualité brûlante, la série bascule du Moyen-Orient vers le sol européen. Entre coulisses chaotiques, crises logistiques majeures et virage idéologique complexe, cette ultime saison fait déjà couler beaucoup d'encre.

Contre toute attente, la série s'est hissée à la première place du Top 10 au Liban. Malgré les appels au boycott et les controverses artistiques liées à l'intégration des attentats réels, la saison 5 réalise un véritable tour de force commercial sur Netflix depuis sa sortie mondiale le 8 septembre 2026. Un carton historique dans le monde arabe. Une présence massive dans 41 pays qui squatte également les sommets des classements dans neuf autres pays de la région, dont la Jordanie, les Émirats arabes unis et le Qatar, prouvant sa force d'attraction magnétique au-delà des clivages politiques. Portée par son cadre européen et l'arrivée exceptionnelle au casting de Mélanie Laurent, la série réalise ses meilleurs scores historiques sur la plateforme à l'international. Elle s'impose durablement dans les Tops européens et asiatiques.

BUDAPEST PLUTÔT QUE LE VIEUX-PORT

Alors que le scénario initial prévoyait d'ancrer une part majeure de l'intrigue au cœur de la cité phocéenne, l'équipe de production a dû revoir ses plans en catastrophe. Un véritable conflit logistique et politique a éclaté avec les autorités locales et les prestataires de Marseille, frileux à l'idée d'accueillir un tournage israélien.



hautement sensible dans le contexte géopolitique actuel. Face aux menaces sécuritaires et aux blocages administratifs, la production a opéré un repli stratégique vers Budapest. La capitale hongroise a ainsi dû être maquillée à la hâte pour simuler les ruelles méditerranéennes et les banlieues françaises, créant un étrange décalage visuel à l'écran. Outre le casse-tête des décors, le tournage a viré au cauchemar organisationnel. Les alertes de sécurité maximales entourant les déplacements des équipes israéliennes en Europe ont triplé les coûts de production. Entre protocoles de protection drastiques, plannings bouleversés par les tensions internationales et syndicats de techniciens locaux frileux, la logistique de cette saison restera comme l'une des plus complexes de l'histoire des séries internationales.

Initialement, les créateurs refusaient de toucher aux événements du 7 octobre 2023. Pourtant, l'évidence s'est imposée à eux : impossible de parler du Moyen-Orient contemporain sans intégrer ce traumatisme. L'intrigue fait un bond de deux ans après les attaques, mais intègre des flashbacks glaçants qui collent à la réalité. Ce mélange entre la fiction d'infiltration pure et la tragédie réelle donne à cette saison une atmosphère lourde, presque suffocante, brouillant définitivement la frontière entre le divertissement et le deuil national.

LE PARADOXE DES CRÉATEURS "GAUCHISTES" FACE À LA VENGEANCE

En Israël, Lior Raz et Avi Issacharoff sont traditionnellement classés à la gauche de l'échiquier politique, partisans historiques d'un dialogue et critiques récurrents de la ligne gouvernementale. Pourtant, cette saison 5 prend des accents de vendetta implacable. Face à la barbarie palestinienne dépeinte à l'écran, le scénario bascule dans

une pure logique de traque et de justice expéditive. Ce virage interroge : est-ce le reflet d'un durcissement idéologique des auteurs après le choc du 7 octobre, ou une concession inévitable aux codes du thriller d'action hollywoodien ? Le tiraillement politique est palpable à chaque épisode.

Lior Raz et Mélanie Laurent : une alchimie à toute épreuve Au milieu de ce chaos, la grande réussite de la saison réside dans la complicité technique évidente entre Lior Raz (Doron) et l'actrice française Mélanie Laurent, qui intègre le casting dans le rôle d'une femme traquant la vérité à Marseille. Ayant déjà partagé l'affiche du film 6 Underground en 2019, les deux comédiens affichent une fluidité de jeu remarquable. La presse a d'ailleurs largement relaté les coulisses de leur relation et l'actrice a raconté avec émotion comment Lior Raz l'avait personnellement protégée et rassurée en Israël lors des pics de tensions et des frappes de missiles en plein tournage, soudant leur amitié bien au-delà des caméras.

La fin d'une manie : où est passée la cigarette de Doron ? Les fans de la première heure l'auront immédiatement remarqué : Doron ne fume plus. Véritable marque de fabrique du personnage, qui grillait cigarette sur cigarette entre deux assauts tactiques pour évacuer son stress, la nicotine a totalement disparu des écrans. Ce changement radical répond aux nouvelles directives de conformité des plateformes de streaming mondiales, soucieuses de ne plus glamouriser le tabagisme. Pour compenser cette manie obsessionnelle, le jeu de Lior Raz se fait encore plus physique et nerveux, reportant l'anxiété du personnage dans ses tics de langage et ses accès de colère. Si l'intensité dramatique reste intacte, la critique globale se montre particulièrement sévère sur la forme. Voulant à tout prix guider le spectateur à travers une intrigue éclatée entre Tel-Aviv, Budapest, Paris et Marseille, la réalisation abuse de manière presque parodique des intertitres à l'écran. Cette profusion d'indications géographiques et temporelles hache le rythme et alourdit la narration. Les critiques s'accordent à dire que la série a perdu de sa simplicité brute, se transformant en un catalogue visuel sur-expliqué qui prend parfois le public pour un enfant.

L'UNITÉ FACE AU DEUIL : LE TRAUMATISME D'APRÈS-GUERRE

La bascule narrative vers l'Europe et l'intégration des événements du 7 octobre ont profondément brisé l'équilibre interne de

l'unité d'élite, autrefois perçue comme une machine de guerre implacable, qui apparaît ici plus divisée et vulnérable que jamais. Le deuil des figures clés perdues lors des saisons précédentes pèse comme une chape de plomb sur les survivants.

Eli le leader de l'unité, traditionnellement le pilier rationnel du groupe, affiche les signes évidents d'un syndrome de stress post-traumatique sévère alors que toute sa famille a été assassinée pendant le 7 octobre.. Ses décisions, autrefois calculées, deviennent erratiques à mesure que la traque s'intensifie sur le sol européen. Privés de leur terrain d'action habituel et confrontés à la paranoïa des services de sécurité occidentaux, les membres de l'une ne combattent plus seulement pour une mission, mais pour leur propre survie mentale. L'absence de repères clairs en Europe exacerbe les tensions internes, opposant ceux qui prônent la retenue opérationnelle à ceux qui exigent une vengeance aveugle.

L'alchimie fraternelle qui faisait la force des premières saisons laisse place à une méfiance diffuse. Chaque membre de l'équipe porte les stigmates d'une guerre qui a fini par s'inviter dans leur intimité, transformant chaque scène de briefing en un huis clos psychologique étouffant. Une conclusion au goût de cendres Le dénouement de cette saison 5 de Fauda laisse un goût profondément amer, refusant délibérément les fins héroïques traditionnelles du genre.

La conclusion met en lumière le concept arabe du tha'r (la vengeance de sang). Les scénaristes enferment Doron Kavillio dans un engrenage destructeur où chaque vie prise en appelle une autre, illustrant l'usure de cette guerre sans fin. L'ultime confrontation ne célèbre aucune victoire politique ou militaire. Elle montre plutôt des hommes vidés de leur substance, incapables de retrouver une vie normale ou de soigner leur stress post-traumatique. Une tragédie nationale en guise de miroir : En se connectant si intimement aux blessures réelles du pays, le final résonne comme une œuvre cathartique sombre, où la frontière entre la survie et l'autodestruction a fini par totalement s'effacer.

LE VERDICT DES AUDIENCES NETFLIX

Malgré les appels au boycott et les controverses artistiques liées à l'intégration des attentats réels, la saison 5 réalise un véritable tour de force commercial sur Netflix depuis sa sortie mondiale le 8 septembre 2026. Un carton historique dans le monde arabe. Une présence massive dans 41 pays ■



ARCHÉOLOGIE BIBLIQUE

La Stèle Moabite de Mesha



LA STÈLE MOABITE DE MESHA

(-9ème siècle) affirme : « Israël a été ruiné à jamais ». Cet artefact non biblique, contemporain de la Bible apporte un éclairage étonnant sur l'actualité. C'est une preuve historique que le peuple d'Israël existait depuis la plus haute Antiquité, qu'il constituait une nation et deux royaumes à l'époque des faits relatés. Que sont devenus les moabites ? Ils ont disparu de l'histoire alors que le peuple d'Israël vit toujours. Cette stèle est exposée au musée du Louvre à Paris.

C'est un moule rare, utilisé pour couler le visage d'une figurine féminine datant de la période du Premier Temple, qui a été découvert lors de fouilles archéologiques récemment menées par l'Autorité des antiquités d'Israël à Kishle, sur le site du Musée de la Tour de David à Jérusalem. Cela soulevait la question de leur fabrication locale ou de leur importation. Cette première apporte la preuve directe qu'au moins certaines de ces figurines étaient produites dans la ville même. « Les fouilles de Kishle, l'un des chantiers archéologiques les plus importants menés à Jérusalem ces dernières décennies, présentent l'histoire de la ville de manière claire et continue: depuis l'époque des rois de Juda, en passant par les nombreuses périodes qui ont façonné Jérusalem, jusqu'au mandat britannique. » expliquent les Drs Reem et Zilberstein, de l'Autorité des antiquités d'Israël. Ces figurines, datées du Premier Temple, entre le 8ème et le 6ème siècle avant

notre ère, étaient faites d'argile et mesuraient entre 10 et 20 cm de hauteur. Dans la majorité des cas, elles sont retrouvées brisées au niveau du cou, une conséquence de la technique de fabrication : la tête et le corps étaient façonnés séparément à la main, seul le visage étant produit à partir d'un moule. Les pèlerins byzantins achetaient déjà des flasques « souvenirs ». Une bague en or incrustée d'une pierre jaune, semblait-il une citrine byzantine, a été découverte fin 2025 à Hyrcania, dans le désert de Judée.

Découverts dans le désert de Judée, ces artefacts datant de 1 400 ans témoignent de l'existence d'une "florissante industrie du pèlerinage chrétien" au service de visiteurs venus de tout l'Empire romain. Ce moule en calcaire datant de 1400 ans, qui servait à la fabrication de fioles décorées d'une croix et revêtues de l'inscription « Bénédiction du Seigneur des lieux saints », a été découvert à Hyrcanie, dans le désert de Judée. L'inscription a été déchiffrée par le Dr Avner Ecker. Leurs découvertes comptent par ailleurs des pièces d'or, une bague et le couvercle d'un reliquaire en pierre. Le moule en calcaire servait à fabriquer des flasques autrement appelées « ampoules », qui devaient être des cadeaux ramenés chez eux par les pèlerins. « Ces flasques, qui correspondent à l'apogée de la période byzantine en Terre d'Israël, sont un témoignage de la florissante industrie du pèlerinage chrétien », explique l'archéologue Michal Haber, co-directrice des fouilles à Hyrcania avec le Dr Oren Gutfeld. Hyrcania a été établie par des souverains hasmonéens entre la fin du IIe et le début du Ier siècle avant notre ère, qui en ont fait l'un des nombreux palais forteresses du désert destinés à protéger la frontière orientale de leur royaume. Détruite par les Romains quelques décennies plus tard, elle fut ensuite reconstruite par le roi judéo-romain Hérode le Grand et rapidement désertée à sa mort, à la toute fin du Ier siècle avant notre ère.

LA PIÈCE PORTE L'INSCRIPTION EN ÉCRITURE SYLLABIQUE CHYPRIOTE ANCIENNE

« À première vue, elle semblait être en argent, mais un examen plus approfondi a révélé qu'elle était en réalité en métal plaqué argent ; un phénomène connu pour les pièces d'argent chypriotes de cette période, compte tenu de la rareté de

l'argent sur l'île », a déclaré Yaniv David Levy, chercheur et conservateur au département des numismatiques de l'Autorité des antiquités d'Israël. « Les circonstances de la découverte et la précision du compte rendu nous permettent, à nous chercheurs, non seulement d'identifier la pièce elle-même, mais aussi de l'utiliser comme une source d'information fiable sur les liens économiques et maritimes qui existaient dans cette région il y a environ 2 500 ans. »

AVI CHAPRAK

Avi Chaprak du département des plages d'Ashdod, a découvert une pièce de monnaie rare, vieille de 2 500 ans et datant de l'époque perse. Il s'agirait, selon les experts, de la première découverte de ce type, identifiée comme la pièce provenant de l'ancienne ville de Salamine, à Chypre. Cette découverte apporte de nouveaux éléments de preuve concernant les liens commerciaux et maritimes entre Chypre et la Terre d'Israël au Ve siècle avant notre ère.



UNE FOSSE COMMUNE DE NOURRISSONS VIEILLE DE 2 500 ANS

Une fosse commune de nourrissons vieille de 2 500 ans lève le voile sur le mystère des sépultures de bébés à l'époque biblique. Des archéologues dirigés par Pr Oded Lipschits ont découvert une fosse commune pour nourrissons à Tel-Azekah, à une trentaine de km au sud-ouest de Jérusalem, avec les restes de dizaines d'enfants de moins de deux ans déposés dans un réservoir d'eau, à 2m de profondeur. Les auteurs annoncent avoir recensé entre 68 et 89 individus, dont 90 % avaient moins de cinq

ans et 70 % moins de deux ans. Les corps ont été déposés sur une centaine d'années, entre le VIe et le Ve siècle avant notre ère, au début de la période perse, lorsque Tel Azekah était une ville de Judée. Le Pr Oded Lipschits : « Nous avons fouillé soigneusement et lentement, nous avons ramassé chaque fragment d'os et chaque objet, nous avons documenté chaque centimètre carré de la zone, sans vraiment comprendre ce que nous avons trouvé. Il m'a fallu plusieurs années pour trouver le courage d'étudier cette découverte. » On suppose que les corps ont été déposés intacts (voire jetés) dans la citerne et que les os se sont ensuite plus ou moins désolidarisés du squelette. Selon Lipschits, l'explication probable réside dans le taux de mortalité élevé chez les jeunes enfants : à l'époque, un simple rhume ou une petite blessure pouvaient causer la mort. « 4 voire 5 enfants sur sept mouraient avant d'avoir atteint quatre ans », rappelle Lipschits, qui y voit l'explication de leur dépôt dans une fosse commune, au lieu d'être soigneusement enterrés.

GUIVATI

Lors des fouilles du parking de Guivati, menées par l'Autorité des antiquités d'Israël et l'Université de Tel Aviv dans la Cité de David -- qui fait partie du Parc national des Murs de Jérusalem - d'épaisses poutres en bois, brûlées lors de la destruction de Jérusalem en - 586 ont été préservées sous des enduits fondus dans la Cité de David, offrant aux chercheurs une occasion rare de dater cette structure antique à une décennie près. Efrat Bocher, directrice des fouilles : « Ces poutres semblent avoir servi de toiture à une cour intérieure d'un bâtiment datant de l'époque du Premier Temple. Lors de la destruction, elles se sont effondrées. Nous pensons que le revêtement en plâtre des murs, fondu par

le feu, a recouvert les poutres carbonisées, permettant ainsi leur conservation exceptionnelle ». Les directeurs des fouilles, le Dr Yiftah Shalev de l'Autorité des antiquités d'Israël et le Pr. Youval Gadot, ont déclaré que cette découverte témoigne de l'intensité de la destruction de Jérusalem. Les chercheurs estiment également que la décision de vivre à proximité et au sein des ruines témoigne d'une forte volonté de préserver la mémoire.

DES FRAGMENTS DE RÉCIPIENTS CONIQUES DÉCOUVERTS EN ISRAËL ET EN JORDANIE EN FÉVRIER 2026

Des chercheurs percent le mystère centenaire de récipients coniques connus sous le nom de cornets dont des fragments ont été découverts sur le site archéologique de Teleilat el-Ghassoul près de la mer Morte entre 1931 et 1938, et sur des centaines de sites en Israël et en Jordanie. On a recensé 35 vases complets et d'environ 550 fragments conservés par l'Institut biblique pontifical de Jérusalem. Cette étude est un projet permanent de l'IAA visant à protéger les sites archéologiques du désert de Judée contre le pillage et les fouilles non autorisées. Les cornets sont un fossile directeur de la période chalcolithique (environ 4700-3800 avant notre ère), si caractéristiques de l'époque que les archéologues les utilisent comme marqueur de la période. En utilisant la numérisation 3D, l'analyse microscopique et des expériences archéologiques pratiques pour retracer l'ensemble du « cycle de vie » des cornets, les chercheurs pensent que les cornets étaient utilisés comme bougies et brandis lors de processions cérémonielles, avant d'être rituellement brisés et déposés dans des fosses sacrées. L'analyse chimique de l'argile utilisée pour fabriquer les cornets a confirmé qu'ils étaient tous fabriqués à

partir de matériaux provenant de plusieurs endroits différents près du site de Teleilat el-Ghassoul, ce qui suggère qu'ils n'ont pas été fabriqués par des potiers professionnels. Cela a révélé « un schéma jusque-là inconnu, celui de récipients fabriqués spécifiquement pour une cérémonie par les participants eux-mêmes, peut-être dans le cadre de leurs préparatifs pour le point culminant de la visite » De même, une pièce rare d'un demi-shekel, semblable à celles utilisées dans le commandement biblique du recensement, a été récemment découverte par des membres de l'unité de prévention des vols de l'Autorité des antiquités d'Israël (IAA) dans des grottes du désert de Judée. Selon l'IAA, la pièce a environ 2 000 ans et pourrait être tombée de la poche d'un rebelle fuyant dans le désert pendant la Grande Révolte juive contre Rome, entre +66 et 74 environ : « La pièce porte l'inscription hébraïque «Demi-sicle » ainsi qu'un motif de calice, un symbole caractéristique des monnaies juives de la fin de la période du Second Temple Au-dessus figure la lettre Aleph, qui désigne la première année du déclenchement de la révolte. »

Ratzon : « Le calendrier de Qumran a longtemps été considéré comme l'une des caractéristiques essentielles de la secte de Qumran, et l'un des mystères des manuscrits de la mer Morte. Cette étude propose une explication à la contradiction apparente entre un calendrier fonctionnel et un calendrier théorique. Il est fort possible que ce calendrier ait effectivement été utilisé pendant un certain temps, mais qu'ensuite, perdant son utilité pratique en raison de problèmes inhérents et de changements politiques, il soit devenu un idéal religieux et un symbole d'identité. Cela expliquerait à la fois sa place centrale dans les manuscrits de Qumran et sa disparition progressive de la réalité historique »

LE LIVRE DES JUBILÉS, OUVRAGE APOCRYPHE CENTRAL DE LA BIBLIOTHÈQUE DE QUMRÂN

Il s'attaque farouchement au calendrier lunaire en vigueur, présentant le calendrier de 364 jours comme la chronologie originale reçue par Moïse sur le mont Sinai. Depuis des décennies, les érudits se demandent si le calendrier annuel de 364 jours de Qumran ne servait que de cadre théorique. Le Pr Eshbal Ratzon a suggéré que ce calendrier annuel de Qumran avait été utilisé par la secte les premières années. Elle a avancé que le calendrier pourrait même avoir été au cœur du conflit qui a poussé la secte à s'isoler dans le désert. L'étude a noté que près de 20 des rouleaux trouvés à Qumran traitent de calendriers et d'astronomie, un nombre qui prouve l'importance que ce sujet revêtait pour la communauté.



Fragment d'un rouleau des Psaumes vieux de 2 000 ans provenant de la collection des manuscrits de la mer Morte

SUCCESSION



UN APPARTEMENT A PARIS, UN TESTAMENT EN ISRAËL : QUI DECIDERA DU SORT DE LA SUCCESSION ?

Dans un monde où les familles vivent entre plusieurs pays, les successions ne sont plus nécessairement une affaire locale. Une personne peut résider en Israël, posséder un appartement en France, avoir la double nationalité française et israélienne, rédiger un testament en Israël et laisser derrière elle des membres de sa famille vivant dans les deux pays. Dans une telle situation, après son décès, des questions auxquelles elle n'avait pas forcément pensé lors de la rédaction de son testament peuvent se poser : dans quel pays la succession sera-t-elle traitée ? Quel tribunal sera compétent ? Le droit israélien ou le droit français s'appliquera-t-il ? Et que

se passera-t-il si des procédures judiciaires sont engagées simultanément en Israël et en France ?

Un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris en juin 2026 illustre parfaitement à quel point ces questions sont loin d'être théoriques.

ISRAËL OU LA FRANCE : QUEL PAYS TRAITERA LA SUCCESSION ?

L'affaire concernait un homme de nationalité française et israélienne, décédé en Israël en 2022. Après son décès, des procédures relatives à sa succession ont été engagées en Israël, puis une procédure

a également été ouverte en France.

Le tribunal français a d'abord dû déterminer si les juridictions françaises étaient compétentes pour connaître de l'affaire. En droit européen des successions, le principe de départ repose sur la résidence habituelle du défunt au moment de son décès. Lorsque cette résidence habituelle se situe dans un État membre de l'Union européenne, les juridictions de cet État sont, en principe, compétentes pour statuer sur la succession.

La situation est toutefois plus complexe lorsque la dernière résidence habituelle du défunt se trouvait en Israël, qui n'est pas membre de l'Union européenne.



Le règlement européen sur les successions n° 650/2012 permet, sous certaines conditions, aux juridictions d'un État membre de l'Union européenne de statuer sur une succession même lorsque le défunt résidait hors de l'Union. Peuvent notamment être pris en considération la nationalité du défunt, les biens qu'il a laissés dans l'État européen concerné ainsi que son ancien lieu de résidence.

Dans l'affaire jugée à Paris, il a été décidé que les juridictions françaises étaient compétentes, bien que la dernière résidence habituelle du défunt ait été située en Israël. Mais c'est ici que l'affaire devient particulièrement intéressante.

LA FRANCE EST COMPÉTENTE – MAIS LAISSE NÉANMOINS LA PRIORITÉ À ISRAËL

Le fait qu'un tribunal français soit compétent ne signifie pas nécessairement que ce sera lui qui tranchera finalement les

questions relatives à la succession. La juridiction a constaté qu'une procédure concernant la même succession était déjà en cours en Israël et que la procédure israélienne avait été engagée en premier. Elle a examiné le lien entre les deux procédures ainsi que la possibilité qu'une décision rendue en Israël puisse ultérieurement être reconnue en France.

La Cour d'appel de Paris a finalement confirmé la décision selon laquelle la procédure française devait laisser la place à celle déjà engagée en Israël. Cette décision revêt une importance particulière pour les familles qui partagent leur vie entre Israël et la France : le simple fait de posséder des biens en France ou d'avoir la nationalité française ne garantit pas que la succession sera nécessairement traitée en France.

ET QUELLE LOI SERA APPLICABLE ?

Il convient ici de distinguer deux questions qui sont souvent confondues.

La première consiste à déterminer quel tribunal est compétent pour statuer.

La seconde consiste à déterminer quelle loi ce tribunal devra appliquer.

Un tribunal français peut, par exemple, être compétent pour connaître d'une succession tout en concluant que celle-ci est régie par le droit israélien.

Un autre arrêt, rendu à Paris en février 2025, l'illustre bien. Le tribunal a considéré que la résidence habituelle du défunt au moment de son décès se trouvait en Israël. Comme il possédait également la nationalité française et avait laissé un bien en France, le tribunal français s'est déclaré compétent pour connaître de la succession. En revanche, concernant la loi applicable, il a conclu que le droit israélien était pertinent. Cette distinction peut avoir des conséquences très importantes.

L'une des différences majeures entre les deux systèmes juridiques concerne la protection de la part successorale des enfants. Le droit français prévoit le mécanisme de la « réserve héréditaire », qui protège une partie de la succession au profit des descendants du défunt. Le droit israélien ne connaît pas de mécanisme équivalent de part successorale réservée aux enfants et accorde une plus grande liberté testamentaire.

UN TESTAMENT ISRAËLIEN N'EST PAS NÉCESSAIREMENT UNE AFFAIRE EXCLUSIVEMENT ISRAËLIENNE

Ainsi, la question de savoir si le droit israélien ou le droit français s'applique peut avoir une incidence concrète et significative sur la répartition de la succession.

La rédaction du testament revêt une

importance particulière lorsqu'une personne possède des liens avec plusieurs pays. Une personne peut rédiger son testament en Israël et penser que ses volontés sont parfaitement claires. Pourtant, après son décès, la question peut se poser de savoir si ce testament avait vocation à régir l'ensemble de son patrimoine dans le monde ou uniquement ses biens situés en Israël.

Dans l'arrêt français de 2025, le tribunal a examiné les termes d'un testament rédigé en Israël qui faisait référence aux biens situés en Israël. La juridiction a considéré cette formulation comme un élément significatif et a estimé que le testament régissait les biens situés en Israël, tandis que, pour les autres biens qui n'étaient pas visés par ses dispositions, il convenait d'examiner les règles successorales prévues par la loi applicable.

Cette affaire montre à quel point quelques mots figurant dans un testament prennent une importance considérable des années après leur rédaction.

QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON EN TIRER ?

Les familles franco-israéliennes sont devenues courantes : des enfants s'installent dans un autre pays, des parents possèdent un appartement à Paris ou en Israël, des couples prennent leur retraite dans un pays tout en continuant à détenir des biens dans l'autre.

Lorsqu'une succession présente un caractère international, il n'existe pas toujours de réponse simple à la question : « Quelle loi s'applique ? » Il convient notamment d'examiner où se situait le centre de vie de la personne au cours de ses dernières années, quelle était sa nationalité, où se trouvent ses biens, ce qu'elle a précisément prévu dans son testament, si elle a expressément choisi la loi applicable à sa succession et si une procédure judiciaire a déjà été engagée dans l'un des deux pays.

Les récentes décisions rendues en France montrent également qu'Israël et la France ne constituent pas deux systèmes juridiques évoluant dans des univers totalement séparés. Un tribunal français peut être amené à prendre en considération le droit israélien, une procédure en cours en Israël, voire une décision rendue par une juridiction israélienne. À une époque où les familles et les patrimoines franchissent les frontières, la planification successorale ne se limite plus à déterminer ce que l'on souhaite transmettre et à qui. Il peut être tout aussi important de se demander : dans quel pays la succession sera-t-elle traitée et quelle loi s'appliquera le jour où il faudra mettre en œuvre le testament ? ■

DES OPPORTUNITÉS ET DES LOCAUX DANS TOUTE LA FRANCE

LOCATIONS
DE LOCAUX
COMMERCIAUX,
SUPERMARCHÉS,
APPARTEMENTS ...



KST IMMOBILIER

CENTRE COMMERCIAL DE LA GARE | SAVIGNY-LE TEMPLE 77176

TÉL: 01 64 41 16 46 - PORTABLE: 06 08 78 21 22